

INDICES

MONTRÉAL



TORONTO



NEW YORK



DOLLAR CANADIEN



PÉTOLE (N.-Y.)



OR (N.-Y.)



A L'INTÉRIEUR

La Commission des valeurs mobilières du Québec devrait pouvoir plus que doubler ses revenus si le projet modifiant le règlement de sa loi constitutive était adopté tel quel. **Page C 5**

La SAO est disposée à se conformer aux décisions du GATT concernant la commercialisation des bières importées, si bien que celles-ci pourraient être vendues dans l'avenir dans les épiceries et les dépanneurs. **Page C 4**

La proposition constitutionnelle de créer une structure favorisant la représentation des provinces à la Banque du Canada ne doit pas faire perdre de vue «une vérité fondamentale, à savoir que la politique monétaire est, de par sa nature même, une et indivisible», a déclaré hier le gouverneur de la Banque centrale, M. John Crow. **Page C 3**

La SGF songerait à se départir de Domtar

VALÉRIE BEAUREGARD

La Société générale de financement du Québec songe à vendre certains placements ayant atteint leur maturité. Domtar figure en tête de liste. Entré en fonction à la mi-mai, le nouveau président de la SGF, Marc G. Fortier, s'est donné pour mandat la consolidation des acquis à court terme avant de s'attaquer à la réorganisation du portefeuille.

«Dès que nous aurons mis nos investissements à l'abri, il faudra se départir de certaines de nos participations dans des entreprises ayant atteint leur maturité et rempli avec succès leur objectif de développement économique», a déclaré M. Fortier, 45 ans, dans une interview à La Presse, hier.

La SGF a comme mission de promouvoir des projets industriels d'envergure dans des secteurs-clés du Québec.

«Notre but n'est pas de tout contrôler au Québec, rappelle-t-il. Nous n'avons pas non plus la mission de la Caisse de dépôt (qui gère notamment les fonds de la Régie des rentes du Québec).

L'aluminium

Alouette et Albcour n'ont pas encore complété leur mission. M. Fortier ajoute que la SGF ne se départira pas de ses investissements dans l'aluminium avant que la question de la transformation de l'aluminium soit poussée

à fond. «On dit aux investisseurs: vous voulez avoir accès à notre aluminium, beau, bon, pas cher? Soit. Mais joignez-vous dans nos projets de transformation. Ça fait des années qu'on en parle, reconnaît-il, mais il faut le faire.»

M. Fortier qui a suivi un long cheminement dans le secteur privé avant d'arriver à la SGF — c'est lui qui a titré de conseiller a négocié la vente de Standard Trust à la Banque Laurentienne, au printemps — estime que la SGF doit respecter les mêmes critères de rentabilité et la même discipline que s'imposent les entreprises privées. «C'est beau le développement mais il faut développer s'assurer que nous gérons de façon rigoureuse ce que nous avons déjà.» Voici son diagnostic, par secteur.



Marc G. Fortier

Produits forestiers

M. Fortier reconnaît que ce n'est pas le moment de vendre la participation de la SGF dans Domtar. «Il faut vendre au haut du marché et acheter au bas, c'est un principe connu. Mais le bloc de la SGF (quelque 27 p. cent) pourrait être vendu éventuellement», dit-il.

M. Fortier soutient de plus que Domtar n'aura pas le même visage au cours des prochaines années. «Ils ont essayé d'être bons dans tout sans avoir de ressources illimitées. Domtar devra se

Construction navale

«Il y a des décisions politiques à prendre dans ce dossier, c'est évident, constate M. Fortier. C'est le gouvernement fédéral qui doit décider de l'avenir du chantier de Davie, à Lauzon.»

Quant à la guérilla juridique qui oppose le Groupe MIL à la St-John Shipbuilding dans le dossier de la construction de six frégates canadiennes de patrouille, Marc Fortier croit que St-John doit avant tout chercher à régler ses problèmes avec le fédéral au lieu de s'en prendre à la SGF, une «victime innocente» dans le débat, croit-il.

Le matériel de transport

La SGF et Magna International, de Markham, contrôlent Ligma, une société américaine qui fabrique des panneaux intérieurs en fibre de bois pour des véhicules automobiles. Ligma, qui dessert les constructeurs Ford et Chrysler, fait des profits. Mais M. Fortier signale que si des projets québécois ne débouchent pas de cette alliance, comme prévu, la SGF se débarrassera de son investissement aux États-Unis. «Notre mission n'est pas de faire du développement économique américain», indique-t-il.

Pétrochimie



M. Fortier estime que la SGF a encore un rôle à jouer dans ce secteur, notamment avec Soligaz qui ne fait que germer et qui devrait augmenter considérablement la capacité de l'usine d'éthylène de Pétromont. La filiale de SGF, Ethylac, est partenaire à parts égales avec Union Carbide dans Pétromont.

GTE-Sylvania est à vendre

RUDY LE COURS

Le Groupe des produits électroniques (GPE) du géant américain des télécommunications GTE est à vendre.

Tous les employés des 35 usines (dont une à Anjou et une à Drummondville) et des six laboratoires répartis dans 15 pays ont été prévenus hier par le biais d'un communiqué rédigé par le siège social à Danvers au Massachusetts et dont La Presse a obtenu une copie. «GTE concentrera ses ressources dans l'industrie des télécommunications. En conséquence, déclare le président Rocky Johnson, nous considérons les diverses options qui s'offrent au GPE y compris le désinvestissement, la formation d'une compagnie autonome ou la création d'une coentreprise».

Joint par téléphone, Vincent D'Alessandro, vice-président relations publiques au siège social de GTE, a indiqué que l'entreprise entend réaliser cette réorientation «d'ici six à neuf mois». Au cas acheteur potentiel ne serait en vue présentement.

GTE figure parmi les plus grandes entreprises américaines avec un chiffre d'affaires de 21,4 milliards US, dont 11 p. cent ont été réalisés grâce au GPE mis en place dès 1959.

Au Canada

Au Canada, la filiale GTE-Sylvania Canada compte trois usines au Québec et en Ontario ainsi qu'un siège social qui occupe une centaine de personnes à Mississauga. On évalue le chiffre d'affaires de cette filiale à environ 140 millions. Les chiffres officiels ne sont pas dévoilés, la maison mère ne présentant que des résultats consolidés.

La principale usine canadienne est celle de Drummondville qui emploie près de 400 personnes syndiqués à la CSN et présente en processus de renouvellement de leur convention. L'usine d'Anjou emploie environ 200 personnes membres d'un syndicat indépendant. L'usine d'Étobicoke emploie une centaine de personnes. Sylvania se spécialise dans la fabrication d'ampoules, de néons et d'une gamme de structures et d'appareils d'éclairage.

Selon M. D'Alessandro, GTE envisage plusieurs scénarios de retrait de cette industrie parce qu'il n'est pas facile de se défaire d'une entreprise au chiffre d'affaires si important. Il n'écarte d'ailleurs pas que des usines puissent être vendues à la pièce, à l'inverse d'un processus d'acquisitions. L'usine d'Anjou, par exemple, avait été acquise dans les années soixante. Elle s'appelait alors Electrolier.

La santé financière du GPE est saine, assure M. D'Alessandro. Si GTE décide de s'en départir, c'est qu'elle considère que sa croissance future, sa rentabilité et l'intérêt des actionnaires passent davantage par la concentration dans le secteur des télécommunications.

Grâce à une fusion récente avec Contel, GTE est devenue la principale compagnie de téléphone local des États-Unis avec 18,6 millions de lignes en service et le numéro deux du cellulaire avec 50 millions de points d'opération possibles.

Au printemps, GTE Sylvania Canada avait procédé à plusieurs dizaines de licenciements, la plupart ayant servi à alléger ses services administratifs. La compagnie subit assez durement les contre-coups de la récession qui a durement frappé l'industrie de la construction.



Installés dans trois voitures d'une même rame de métro depuis la mi-juillet (sur la ligne Henri-Bourassa et Côte Vertu), les six panneaux électroniques permettent de transmettre aux usagers à la fois des messages enregistrés, visuels et sonores, mais aussi des informations en direct.

Métro, info, dodo



JACQUES BENOIT

Vous avez vus les afficheurs, comme on les appelle à la STCUM?... Il faut les chercher, puisqu'ils sont à l'heure actuelle, pour la phase expérimentale, au nombre de six seulement. Mais à terme, leur nombre risque d'atteindre plus de 1400, ce qui coûterait dans les dix millions de dollars, estime-t-on.

Installés dans trois voitures d'une même rame de métro depuis la mi-juillet (sur la ligne Henri-Bourassa et Côte Vertu), les six panneaux électroniques permettent de transmettre aux usagers à la fois des messages enregistrés, visuels et sonores, mais aussi des informations en direct.

«Il n'existe nulle part au monde de système du genre où on peut transmettre en temps réel», explique M. Alain Bourion, directeur de projet, développement des services (STCUM).

L'originalité, et l'intérêt du nouveau système pour la STCUM: elle dispose de la sorte d'un moyen de communication

SUITE À LA PAGE C 2

Placements

MICHEL GIRARD

Un fonds qui se démarque...



De tous les fonds mutuels d'obligations et d'hypothèques administrés par les grandes institutions bancaires canadiennes, c'est le fonds d'hypothèques de Banque de Montréal qui affiche le meilleur rendement.

Mais au-delà de la performance, le Fonds hypothécaire de la première Canadienne (First Canadian Mortgage Fund) possède un atout qui lui est propre: il est sans risque... ou presque (la valeur des parts n'étant pas assurée par l'assurance-dépôt comme un certificat de placement garanti).

En effet, la qualité de son actif (entre 450 et 500 millions), lequel se compose majoritairement, bien entendu, de prêts hypothécaires, est cotée au plus haut niveau. Le Service canadien d'évaluation du crédit, un organisme indépendant qui se spécialise dans la recherche et l'établissement des cotes de crédit applicables aux titres à court terme et à long terme à revenu fixe, lui accorde la cote la plus élevée: AAA, avec un rendement 1. Pourquoi? Parce qu'en vertu d'un ac-

cord de rachat, la Banque de Montréal met son fonds hypothécaire à l'abri de tout prêt hypothécaire en défaut et de toute perte pouvant survenir sur lesdits prêts. Le capital investit par les détenteurs de parts est donc en grande sécurité.

De plus, Banque de Montréal garantit à son fonds l'octroi de liquidités supplémentaires advenant que des investisseurs effectuent des reventes massives de parts. Ce qui assure au fonds une grande liquidité et ce qui le met à l'abri d'une liquidation inopportune d'une partie de l'actif. Comme on sait, les fonds mutuels ont pour politique de racheter leurs parts, et ce à la valeur nette de l'actif détenu dans le portefeuille.

Rendement et politique de placement

Les gestionnaires du fonds hypothécaire de Banque de Montréal ont pour politique de placement de n'investir que dans des hypothèques résidentielles de premier rang. La valeur moyenne des

hypothèques détenues dans le portefeuille est de l'ordre de 51 500 \$.

Parlons rendement maintenant. Le Fonds hypothécaire de la première canadienne affichait au 31 août dernier un rendement annuel composé de 16,8 p. cent sur un an, de 12,2 p. cent sur trois ans, de 10,8 p. cent sur cinq ans et de 13,5 p. cent sur une période de 10 ans.

Comme pour n'importe quel type de placement, rien ne garantit aux détenteurs de parts qu'ils obtiendront dans l'avenir des rendements moyens aussi élevés que ceux affichés depuis le début des années 80.

Le rendement futur du fonds hypothécaire de Banque de Montréal dépendra évidemment de l'évolution des taux d'intérêt hypothécaires au Canada et des revenus (dividendes) provenant du portefeuille de prêts hypothécaires.

Dans le but d'optimiser son rendement, le portefeuille est constitué d'hypothèques qui viennent graduellement à échéance. Même si les taux d'intérêt sont relativement bas à l'heure ac-

tuelle, le portefeuille détient nombre d'hypothèques qui rapportent des plus hauts taux.

En outre, grâce à une entente avec la Banque de Montréal, le Fonds peut lui revendre avant terme des hypothèques et en acquérir des nouvelles qui lui paraissent plus rentables. Cela permet aux gestionnaires du fonds hypothécaire de rajuster la structure des échéances des hypothèques. Non seulement cette façon de procéder procure au fonds de meilleures chances pour optimiser le rendement mais en plus cela permet de tempérer l'effet des fortes fluctuations de taux d'intérêt.

Comment acquérir des parts?

Où peut-on acheter les parts du Fonds hypothécaire de la première Canadienne? Un: dans toutes les succursales de la Banque de Montréal. Deux: également dans les bureaux de la grande firme de courtage Nesbitt Thomson, filiale de Banque de Montréal. Trois: et par le biais de la firme de courtage à escompte Ligne d'action.

Les frais de commission? Il n'y a aucun d'acquisition ni de revente des parts, tout comme pour l'ensemble des fonds mutuels gérés par les grandes institutions bancaires canadiennes.

À l'instar de tous les fonds mutuels, des honoraires de gestion sont toutefois prélevés sur l'ensemble de l'actif du fonds. Ils sont de l'ordre de 1 p. cent dans ce cas-ci. Les parts du fonds hypothécaire de la Banque de Montréal constituent un placement admissible dans le cadre du REER, d'un FERR ou de tout autre régime de retraite. Pour inclure ces parts dans un régime de retraite, des frais maximums de 10 \$ par année sont exigés.

L'investissement initial doit être de 500 \$ au minimum. Par la suite, on peut y investir par tranche de 50 \$. Des dividendes sont versés à chaque trimestre, à même les revenus du fonds hypothécaire. Des dividendes sont également versés une fois par année à même les gains en capital réalisés.

LE MONDE DE L'ORDINATEUR

Cours d'informatique au YWCA

Intro, Dos, Lotus, DBase, Bedford, Window

Inscription: 955-7766

SESSIONS D'AUTOMNE

Excel, gestion d'information

1355, RENÉ-LÉVESQUE OUEST

OXFAM QUÉBEC

Stelco de Contrecoeur obtient son indépendance

PAUL DURIVAGE

La mini-acierie de Stelco à Contrecoeur a maintenant une existence juridique propre, ce qui devrait faciliter le maillage souhaité avec les autres entreprises sidérurgiques québécoises.

La société sidérurgique Stelco, d'Hamilton en Ontario, a annoncé hier que l'usine de McMaster a été constituée en filiale en propriété exclusive et dotée de sa propre charte d'incorporation sous la raison sociale de Stelco-McMaster Ltée.

M. Marcel Francoeur, ex-directeur général de l'usine promu président-directeur général de la nouvelle filiale, ne cache pas que cette réorganisation corporative facilitera les échanges avec les au-

tres groupes sidérurgiques québécois (Sidbec et Ivaco, principalement). Mais il insiste: «il n'y a pas de fusion en jeu qui concerne Stelco».

Rationalisation

Des discussions se poursuivent entre les grandes entreprises sidérurgiques québécoises depuis bientôt trois mois en vue d'une rationalisation de l'industrie, durement frappée par la récession et le cours toujours élevé du dollar canadien. Le ministre Gérard Tremblay leur avait adressé une demande pressante qui devait donner lieu à une première rencontre, le 4 juillet dernier.

«Il y a tout intérêt à discuter entre nous. Cela tombe sous le sens», commente M. Francoeur évoquant les possibilités de «maillage», notamment pour la

mise en marché de certains produits concurrents ou la production de nouveaux produits finis «nécessaires».

Outre cette dernière dimension, M. Francoeur souligne que l'incorporation de l'usine permettra de rapprocher le centre de responsabilité avec la production, la clientèle et la communauté, pour une plus grande efficacité et une meilleure intégration.

M. Robert J. Melbourne, président et chef de l'exploitation du groupe sidérurgique ontarien, situe pour sa part cette initiative corporative comme «un des éléments clefs du plan stratégique élaboré par Stelco pour retrouver sa santé économique et sa vigueur». L'entreprise a essuyé des pertes de près de 197 millions, sur un chiffre d'affaires de 2,1 mil-

liards, au cours de son dernier exercice.

L'usine de Contrecoeur a une capacité de fabrication annuelle de 420 000 tonnes de billettes et de 260 000 tonnes de barres, ce qui en fait le deuxième producteur en importance au Québec et la quatrième mini-acierie à four à arc électrique au Canada. Elle dessert principalement les secteurs de l'automobile, des mines, de la construction, du transport ainsi que des centres de service de l'acier. L'usine, après avoir procédé à une réorganisation parmi ses cadres, emploie présentement 450 personnes.

Stelco exploite un deuxième complexe industriel au Québec, lequel demeure partie intégrante du groupe. Il s'agit des usines Frost et Dominion, de Lachine, spécialisées dans la fabrication de tréfilés.

Méto, info, dodo

SUITE DE LA PAGE C1

sophistiqué avec les usagers du méto, et puis... elle est en mesure de gonfler par ce moyen ses revenus publicitaires.

Car les afficheurs diffusent non seulement des informations utiles (la prochaine station et les correspondances possibles avec le réseau de surface et les trains de banlieue, les prévisions météorologiques, les messages d'urgence au besoin, etc.), mais aussi de la publicité.

La preuve, explique en substance M. Bourion: pour l'expérience en cours, qui doit durer six mois, 16 des 20 annonceurs participants (Eaton, Colgate, CKAC, etc.) sont des sociétés qui n'étaient pas clientes jusque-là.

«Notre pari était qu'il était possible d'élargir notre assiette publicitaire, dit-il. On s'est rendus capables d'attirer de nouveaux clients.»

La STCUM fait, normalement, des revenus d'ordre publicitaire de 4,5 millions par année. Avec des afficheurs dans les 759 voitures du méto, cela, estime-t-il, grimperait nettement. «On n'a pas fait d'évaluation précise, mais je crois qu'on pourrait dégager des revenus publicitaires additionnels de deux millions par an. C'est *pifométrique*.»

Participation des gouvernements

Le concepteur et fabricant du système est une petite entreprise de Pointe-Claire, Télécity. Système comprenant entre autres des balises fixées sur les voies, chaque

balise émettant un code différent, comme par exemple la commande d'afficher le nom de telle ou telle station, «qui est décryptée par le système».

M. Bourion: «Ils étaient venus avec une idée, et on a fini par travailler et mettre au point le produit ensemble. L'idée originale, c'est eux qui l'ont eue: le mariage d'un programme publicitaire avec de l'information.»

Pour en arriver à de meilleurs résultats, le tout fut conçu après consultation de gens souffrant de handicaps, visuels et auditifs. D'où, par exemple, l'intensité lumineuse particulièrement marquée des messages, etc.

L'expérience coûtera au total 1,2 millions, dont environ la moitié proviendra des revenus faits avec les publicités.

Pour ce qui est de l'aide financière des gouvernements, elle a été de 265 000 \$ dans le cas d'Ottawa, et de 42 500 \$ en ce qui concerne Québec, la STCUM et étant allée elle aussi de la même somme que Québec, sans compter les heures de travail de son personnel.

«Tout fonctionne jusqu'ici à la perfection.»

Mieux — comme le montrent les 500 interviews faits jusqu'ici —, les usagers, qui réclament depuis plusieurs années de meilleures communications dans le méto, sont satisfaits. «On n'a eu que des réactions très fortement positives.»

Reste à voir si le conseil d'administration de la STCUM décidera d'en doter tout son parc de voitures.

EXPOSITIONS

LOGICIELS dernières versions

Scantron model 256	389.00 \$
Souris Logitech	69.95 \$
Ac. Pac. beillard	139.00 \$
Turbo Pascal 1.0 Windows	138.95 \$
After dark pour Windows	49.95 \$
Microsoft Word 5.0	169.95 \$
1. Mail 2.0 Ang. Fr.	439.00 \$
Quattro Pro 2.0 Ang. Fr.	389.00 \$
WordPerfect 5.0 Ang. Fr.	299.95 \$
Corel Draw 2.0 Ang.	459.00 \$
Rapid file 1.2 Fr.	229.00 \$
Turbo C++	79.95 \$
Quick Basic 4.5	74.95 \$
MS Windows 3.0 Ang. Fr.	109.95 \$
Dr. DOS 5.0	169.95 \$
Fox Base - 2.10	249.95 \$
PC Tools 7.0 Wind	119.95 \$
Check it 3.0	109.95 \$
PC Paintbrush IV	144.95 \$
Fantastic Eth. starter	609.95 \$
PFS first Publisher	139.95 \$
Training for accounting	49.95 \$
Print Catch 2.3	99.95 \$
Fox Pro 2.0	425.00 \$
Catchword Logitech OCR	139.45 \$
Maximizer/Maxmerge 2.1	224.95 \$

Le plus grand choix de logiciels à Montréal

BONDWELL - NEC
COMMODORE
LEADING EDGE
TOSHIBA
TEXAS INSTRUMENTS

AMIGA Essayez le fantastique CDTV

C'est un ordinateur
C'est une encyclopédie
C'est une banque d'information
C'est un interface midi
C'est une machine à jeux
C'est pour toute la famille

GRATIS
une encyclopédie
un GROUILLER sur disque
un CD ROM avec achat
d'un AMIGA CDTV

Kuji

- VERSIONS 1992
- > AT-286-16
 - > 386sx-16
 - > 386-33
 - > 486-25
 - > KadStation
- ICI MAINTENANT

Ordinateurs-Logiciels-Livres-Revues

99 Micro Produits

3559 Boul. St-Charles, Kirkland.

Tel: 630-4415

EN CAS D'INAPTITUDE

LE MANDAT VOUS DONNE LE DERNIER MOT!

Gouvernement du Québec
Ministère de la Justice

Econo-flashes

SOQUEM met 300 000 \$ dans Ressources MSV

Un organisme gouvernemental, la Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM), signale son acquisition d'un lot de 937 500 actions de catégorie A expressément émises par la compagnie Ressources MSV Inc. en contrepartie d'une somme de 300 000 \$ destinée au financement de travaux d'exploration au-delà des zones reconnues de la propriété Eastmain, précisément dans un secteur dont les réserves représenteraient plus 900 mille tonnes titrant 0,35 oz. AuT. Le programme préalable aux forages comprendra décapage, tranchées, échantillonnage, cartographie détaillée et levés géophysiques. L'initiative de Soquem s'inscrit dans le cadre du Programme de soutien à l'exploration minière au Québec (PSEMQ), que Soquem finance conjointement avec le ministère québécois de l'Énergie et des Ressources. Bien qu'elle contrôle entièrement la propriété Eastmain, la société Ressources MSV a donné en février dernier à la compagnie Ressources du lac Meston l'option d'en acquérir un indivis de 50 p. cent.



Des prêts de Québec à trois firmes de Boisbriand

La Société de développement industriel du Québec (SDI), une société d'État, fait savoir qu'elle accorde des prêts totalisant 665 000 \$ à trois entreprises de Boisbriand qui emploient ensemble 125 personnes dans leur domaine respectif d'activités et qui ont déjà recueilli ailleurs des capitaux de 1,3 million pour améliorer leur fonctionnement. Fondée en 1977 et comptant 50 employés, la Pâtisserie Helvétia Inc. se voit attribuer 350 000 \$ pour compléter un investissement de 950 000 \$ dans une machinerie nouvelle et l'augmentation de son fonds de roulement. De son côté, LG Technologies Ltée, qui a deux ans d'existence et dont les 40 employés produisent des circuits électroniques, voit l'avance de Québec doubler les 190 000 \$ déjà rassemblés en vue de l'ouverture d'un bureau aux États-Unis. Enfin, la Vitrière J.L. Inc., qui emploie 35 personnes et dont la production est surtout destinée aux immeubles commerciaux, recevra 125 000 \$ qui porteront à 223 000 \$ la somme que l'entreprise fondée en 1986 injectera dans son fonds de roulement.



... et un autre pour CORTINA, dans la capitale

Une entreprise de pâtes alimentaires implantant une usine à Québec, Les produits alimentaires Cortina Inc., a obtenu de la Société de développement industriel du Québec un prêt de 728 000 \$ qui s'ajoutera au capital de cinq millions déjà recueilli autrement par les administrateurs pour la mise sur pied de leurs installations qui emploient 25 personnes et ont été inaugurées hier. La machinerie de haute technologie équipant l'usine a été importée d'Italie et le fondateur de la nouvelle entreprise est un homme d'affaires de Québec, Nicola Cortina, qui a ouvert en 1974 le premier des deux restaurants qu'il y possède. La production, qui comprend une pasteurisation automatique par micro-ondes, est destinée aux magasins d'alimentation de l'ensemble du Québec.

LYON LAKE et SOQUEM dans un financement public

La société des Mines Lyon Lake Ltée annonce à Rouyn-Noranda son association avec la Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM) dans un financement public de travaux d'exploration qui verra la société d'État Soquem souscrire un maximum de 125 000 \$ en actions ordinaires de Lyon Lake. Le montant maximum visé par le financement est de 681 000 \$, dont 500 000 \$ seront accredités. Les actions accreditées permettront une déduction fiscale de 166 p. cent au Québec et de 100 p. cent au fédéral. Leur vente servira à défrayer le coût de travaux d'exploration sur trois propriétés récemment optionnées par Lyon Lake, dont l'une, Alpha, de Soquem et deux autres, Roquemaure et Lac Long, de Ressources Audrey Inc., toutes trois situées dans la région de Rouyn-Noranda.

L'OPA de PENTACTION sur VENMAR portée à 64 cents

Le Groupe Pentaction Inc. de Drummondville annonce qu'il porte aujourd'hui à 64 cents par action l'offre d'achat originellement formulée à 55 cents pour les titres de Venmar Inc., également de Drummondville, que la société de portefeuille Pentaction ne contrôle pas déjà, l'offre étant conditionnelle à l'obtention de 90 p. cent des titres convoités. Le Groupe Pentaction, qui détient 6,7 millions des actions de Venmar Inc., soit 52 p. cent de la quantité en circulation, a précédemment fait savoir que Nouveler Inc., dont l'achat de Venmar est de 25,6 p. cent, lui a donné l'option d'acquiescer ses actions avant la fin d'octobre. Pentaction affirme que le conseil d'administration de Venmar recommande inconditionnellement l'acceptation de l'offre.



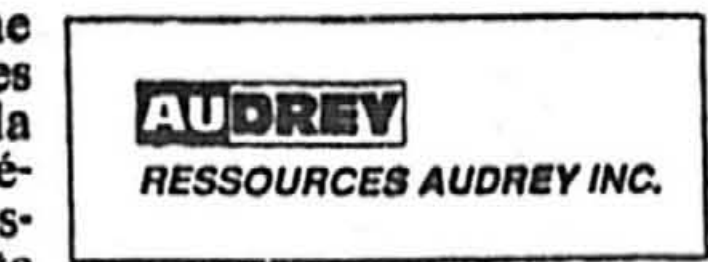
GAZ MÉTROPOLITAIN emprunte à long terme

Gaz Métropolitain a lancé une émission de 125 millions en obligations à long terme garanties, libellées en dollars canadiens. Un prospectus simplifié définitif sera déposé prochainement à cet effet auprès des différentes commissions de valeurs mobilières canadiennes. Ces obligations seront émises au pair pour une durée de 25 ans et échoiront le 31 octobre 2016. Elles porteront intérêt au taux de 10,45 p. cent l'an, payable semestriellement les 30 avril et 31 octobre de chaque année. Le produit de cet emprunt à taux fixe servira à rembourser un montant équivalent d'emprunts à taux flottant encourus pour financer les opérations et les dépenses en immobilisations. Le placement sera géré par un syndicat financier composé de Wood Gundy, Lévesque Beaubien Geoffrion, Burns Fry et Nesbitt Thomson.



Une autre étape pour AUDREY

Ressources Audrey a franchi une autre étape dans le financement des travaux de mise en production de la lentille 1100 sur une de ses propriétés. La compagnie a déposé un prospectus provisoire en vue de cette mise en production et du remboursement de sa dette à long terme. Le montant global requis est de 40 millions, échelonné sur trois ans. Les sources de fonds proviendront d'un nouvel emprunt bancaire combiné à une émission dont les montants sont à déterminer. La firme Lévesque Beaubien Geoffrion est preneur ferme de l'émission qui se qualifie au Québec au titre du Régime d'épargne-actions (REA), permettant une déduction de 100 p. cent. Les détails de l'émission seront établis lors du dépôt du prospectus final.



Les quatre journées les plus importantes de toute votre année... quatre jours pour prospecter!

LE MONDE DES AFFAIRES®

DU 3 AU 6 OCTOBRE 1991 PLACE BONAVENTURE MONTRÉAL

7^e ÉDITION

L'interurbain Bell vous invite au

SALON DE LA RELANCE

500 passeports gratuits

Appellez: 1 800 668-BELL

500 EXPOSANTS
100 CONFÉRENCES

Le Salon de la Relance 1991 est le plus important salon du genre au Canada — spécialement conçu pour les gens d'affaires. Visiteurs ou exposants, toutes les personnes présentes au Salon profitent de ces quatre journées uniques pour venir s'enrichir dans cette gigantesque «boîte à idées» composée de 10 salons thématiques. On y traite de tout, on y rejoint plus de 25 000 gens d'affaires, on y fait des contacts, on y trouve des acheteurs, on s'y positionne: c'est l'outil privilégié du monde des affaires!

SALON DES ACHATS

Ici, vous trouverez 50 acheteurs de la grande entreprise et du gouvernement qui désirent favoriser les fournisseurs québécois, petits ou grands. Plus de 35 milliards de dollars en contrats de produits et services vous y attendent! Venez garnir votre carnet de commande pour toute l'année... en un seul endroit!

SALON PUBLICITÉ ET MARKETING

Assistez à des conférences inestimables sur le marketing direct, la promotion et les médias. Venez rencontrer des publicitaires qui vous en donnent pour votre argent... peu importe votre budget et courez la chance de gagner une campagne de publicité de 25 000 \$. Règlement à l'entrée du Salon.

SALON AUTOS ET TRANSPORT

Voici l'occasion de venir choisir votre voiture de l'année en profitant de la concurrence internationale! Des modèles de luxe 1992... des Lexus, des Volvo, BMW et Jaguar européennes... ou une Cadillac nouvelle génération à l'américaine! Venez voir le Salon et assistez au lancement nord-américain de la Volvo 900!

Entrepreneurship PR CRIQ

PLUS 7 AUTRES SALONS THÉMATIQUES

La B de M établit son centre de perfectionnement à Scarborough

RICHARD DUPAUL

La Banque de Montréal, dont le nom rappelle le lieu de sa fondation et de son siège social, se rapprochera un peu plus... de Toronto où elle établira son futur centre de perfectionnement au coût de 40 millions de dollars.

La Banque a annoncé hier que la ville de Scarborough, en banlieue de Toronto, accueillera le nouveau complexe appelé à devenir «le centre de son programme

de formation» de son personnel à travers le monde.

La maquette du nouvel immeuble a été dévoilée par le président de la Banque, M. Matthew W. Barrett, lors d'une cérémonie à laquelle participait le premier ministre de l'Ontario, M. Bob Rae.

Le centre ultra-moderne, qui ouvrira ses portes à l'été 1993, sera muni de plusieurs salles de réunion et cabinets de travail, d'un auditorium de 250 sièges et d'un centre d'hébergement pouvant accueillir 150 employés de l'extérieur.

On prévoit que 13000 employés de la Banque de Montréal visiteront les lieux à chaque année. Ceci fait partie d'un plan ambitieux d'accorder cinq jours de formation annuellement à chacun des 34000 employés de la Banque à travers le monde — «un niveau atteint par très peu de compagnies nord-américaines», s'empresse de souligner la banque dans un communiqué.

Au siège social de la Banque, toujours à Montréal, on explique le choix de Scar-

borough par le fait que la majorité des employés sont regroupés en Ontario, a déclaré un porte-parole, M. Jacques Rastoul. Le réseau de la Banque de Montréal compte quelque 11 000 employés en Ontario, contre 6000 au Québec.

De plus, on ajoute que le nouveau centre de formation sera plus près du centre informatique de la Banque, lui aussi situé à Scarborough. Et on se rapproche du centre administratif de la compagnie qui, comme on le sait, est situé à Toronto depuis plusieurs années.

Selon M. Rastoul, cela ne veut pas dire que Montréal sera oubliée. La banque compte donner 70 p. cent de la formation à l'extérieur du nouveau complexe de Scarborough. Le centre de formation de Montréal, sis sur la rue Saint-Jacques dans l'ancienne Banque Molson, sera appelé à jouer un «rôle important», a-t-il dit.

La construction du centre de perfectionnement de Scarborough débutera en janvier prochain.

Les bières importées pourraient être vendues dans les épiceries

JACQUES BENOIT

La SAQ est disposée à se conformer aux décisions du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) concernant la commercialisation des bières importées, si bien que celles-ci pourraient être vendues dans l'avenir dans les épiceries et les dépanneurs.

«On va se conformer à la décision. Si le GATT décide que la bière importée doit être commercialisée et vendue de la même façon que les bières d'ici, elles vont continuer d'être importées par la SAQ, mais vendues dans les épiceries», a en effet déclaré hier à La Presse son vice-président aux affaires publiques et aux services administratifs, M. Claude Marier.

Mais, ajoute-t-il en substance au sujet de la position du GATT, il n'y a pour l'instant rien d'officiel, la société d'État attendant donc que les événements prennent une tournure définitive avant de songer à s'y ajuster.

Toutefois — selon The Financial Post, de Toronto — un comité spécial du GATT vient de donner raison aux États-Unis, qui, dans leur plainte à l'organisme, accusent les monopoles d'État canadiens de pratiques discriminatoires en ce qui regarde la commercialisation des bières importées. Parce que celles-ci ne sont en vente que dans les magasins d'État, le GATT ju-

geant, au surplus, qu'il existe des frais de distribution facturés aux brasseries de l'étranger.

Le jugement du GATT, cependant, ne doit être publié qu'à la mi-octobre, et ce n'est donc qu'à cette date qu'on saura exactement ce qu'il en est.

Importation

D'après les lois québécoise et des autres provinces, les monopoles d'État ont, précisément, entre autres choses... le monopole de l'importation, de la distribution et de la commercialisation des boissons alcoolisées de l'étranger.

Directrice de l'information et responsable des données statistiques à l'Association des brasseries canadiennes, Mme Margo Dewar s'est refusée hier à commenter la nouvelle.

«On n'a pas encore lu le rapport, a-t-elle dit. On n'en connaît pas les implications, ou ce que les implications pourraient être. Le Canada lui-même a porté ses propres plaintes contre les États-Unis au sujet de la commercialisation des bières canadiennes aux États-Unis.»

Ses plaintes, faites auprès du GATT au début de l'année, concernent entre autres les avantages fiscaux («tax break») qu'accordent les États-Unis aux petites brasseries nationales, avantages dont ne jouissent pas les brasseries canadiennes, explique-t-elle.

«La politique monétaire est une et indivisible», dit John Crow

MIVILLE TREMBLAY

La proposition constitutionnelle de créer une structure favorisant la représentation des provinces à la Banque du Canada ne doit pas faire perdre de vue «une vérité fondamentale, à savoir que la politique monétaire est, de par sa nature même, une et indivisible», a déclaré hier le gouverneur de la banque centrale, M. John Crow.

En bon catholique qu'il a reconnu être devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, le gouverneur Crow a explicité ce dogme: la politique monétaire ne peut bien faire qu'une seule chose, soit d'assurer la stabilité des prix. Il définit cette stabilité comme étant un taux d'inflation «nettement inférieur à 2 p. cent par année».

La Banque du Canada n'est pas le bon instrument pour lutter contre le chômage. C'est la réponse invariable qu'il a donnée aux questions critiques posées par certaines personnes de l'auditoire, dont le président de la FTQ, M. Fernand Daoust.

Quelques jours après la publication des propositions constitutionnelles du gouvernement Mulroney, le gouverneur Crow a tenu à préciser ses priorités:

«Lorsqu'on discute de la façon dont une banque centrale doit s'acquitter de ses responsabilités en matière de politique monétaire, on gagne à centrer la discussion sur l'objectif que doit viser cette politique avant de chercher la façon dont la banque centrale pourrait être le mieux organisée pour parvenir à cet objectif. Procéder autrement reviendrait à mettre la charrue devant les boeufs.»

Les deux points soulevés par les propositions constitutionnelles du gouvernement Mulroney, à savoir premièrement, de préciser dans la Loi de la Banque du Canada que le seul et unique objectif de la banque centrale est la stabilité des prix, et deuxièmement, de



John Crow REUTER

présenter des mécanismes favorisant une plus grande représentation des provinces, ont germé à la Banque du Canada, a expliqué à La Presse un de ses dirigeants.

Ces deux idées ont trouvé un écho favorable à l'Institut C.D. Howe, furent reprises ensuite par le ministère des Finances et furent finalement incorporées dans le «paquet» constitutionnel ficelé par le bureau du premier ministre Mulroney.

Pour la rédaction du document explicatif sur l'union économique accompagnant les propositions constitutionnelles, c'est le ministère des Finances qui tenait la plume, mais c'est la Banque qui dictait le contenu de la section traitant de la politique monétaire.

Ceci dit, le gouverneur Crow s'est refusé à commenter le détail des propositions constitutionnelles le concernant. De façon particulière, il n'a pas voulu expliquer comment on peut réconcilier une structure favorisant la consultation des provinces avec le fait, qu'en bout de ligne, un seul conseil sera entendu, soit celui de poursuivre, coûte que coûte, la lutte à l'inflation.

Il semble, qu'aux yeux de la Banque du Canada les mécanismes envisagés ont pour objectif principal d'accroître sa légitimité politique et pour but accessoire, de fournir un forum supplémentaire où elle pourra défendre sa vision de la politique monétaire.

Par ailleurs, le gouverneur Crow a fait un premier rapport d'étape sur l'évolution de l'inflation — «généralement encourageante» — en regard des cibles qu'il a établies conjointement avec le ministre des Finances lors du dernier budget fédéral.

Le taux d'inflation, calculé d'une année à l'autre, est présentement inférieur à 6 p. cent, mais M. Crow dit s'attendre à ce que «les prix à la consommation augmentent nettement moins rapidement l'année prochaine, car les effets des augmentations passées d'impôts indirects ne se feront plus sentir dans le calcul.»

Ces taxes indirectes, dont la TPS, l'élargissement de la taxe de vente provinciale et les taxes sur le tabac ont entraîné une augmentation de l'inflation de 2,4 p. cent, dont 1,4 p. cent pour la seule TPS fédérale.

«Toutefois, pour atteindre la cible initiale de 3 p. cent établie pour la fin de 1992, il faut faire d'autres progrès, (notamment) sur les coûts de production». A cet égard, il trouve un certain réconfort dans le ralentissement des salaires.

Fidèle à sa politique, M. Crow s'est bien gardé de faire quelque pronostic que ce soit concernant l'évolution du dollar et des taux d'intérêt, si ce n'est pour rappeler le principe général voulant que les taux d'intérêt baissent avec le ralentissement de l'inflation.

Canada Starch Company Inc.



Ed Prévost

Monsieur D. Bruce MacNaughton, président du Conseil de la Canada Starch Company Inc., est heureux d'annoncer l'élection de Monsieur Ed Prévost au Conseil en vigueur le 22 août 1991.

Monsieur Prévost est président et chef de la direction de Sico Inc., dont le siège social est situé à Longueuil, Québec. Au cours de sa carrière, il a occupé des postes de haute direction dans le domaine du brassage et de la diffusion.

La société Canada Starch Inc. est une filiale en propriété exclusive de CPC International d'Englewood Cliffs, N.J., et ses activités canadiennes sont assurées par les sociétés Best Foods Canada (1991) Inc. et Casco Inc. La société Best Foods commercialise des marques très connues telles que les mayonnaises Hellmann's et Best Foods, l'huile de maïs Mazola, le beurre d'arachides Skippy et Squirrel, les soupes, sauces et bouillons Knorr et les croutons Brownberry Ovens. Casco Inc., l'entreprise de raffinage de maïs la plus ancienne et la plus importante du Canada, fabrique des féculents ainsi qu'une gamme d'écucorants à base de maïs.

ILE DES SOEURS

- JUSQU'À 6 MOIS GRATUITS
- 5 MIN. DU CENTRE-VILLE À 50% DU PRIX
- BUREAUX DE 1 000 À 66 000 P12
- STATIONNEMENT EXTÉRIEUR GRATUIT

Pour informations, communiquez avec
Robert Murray
Directeur location commerciale
Tél.: (514) 789-9611
Courtiers protégés 1637673-821

Mercredi 9 octobre 1991
11e DÉJEUNER-CAUSERIE ANNUEL
Fondation québécoise du cancer

M. Yvan Bussièrès
Président Provigo inc.,
Président du déjeuner-causerie annuel de la F.Q.C.

M. Yvon Thiboutôt
Comédien et
metteur en scène,
Professeur au
Conservatoire d'Art
dramatique de Montréal,
Conférencier invité.

POUR RÉSERVATION: 527-2194

Pour réussir la conquête de la perfection, il faut explorer des voies inconnues.

Pendant qu'ils travaillaient à produire les meilleures voitures du monde, les ingénieurs Lexus se sont penchés sur diverses possibilités. L'une d'elles les a menés à la LS 400, une des meilleures berlines de luxe à hautes performances au monde. Une autre, la SC 400, un remarquable nouveau coupé sport de luxe. Et enfin la ES 300, une nouvelle berline sport de luxe à un prix concurrentiel d'environ 35 000\$. Ces trois voitures ont en commun un niveau de qualité, de luxe et de performance qui est tout simplement inégalé. Appelez-nous dès aujourd'hui pour faire un essai... et un choix parfait.

LEXUS
À la conquête de la perfection

LEXUS TOYOTA

255, BOUL. ST-MARTIN EST
VIMONT, LAVAL
TÉL.: 668-2710/387-5956

Cette annonce ne paraît qu'à titre d'information seulement.

Nouvelle émission

Ville de Montréal

130 000 000 \$

65 000 000 \$ - d'obligations 10,50 % échéant le 2 octobre 2001
65 000 000 \$ - d'obligations 10,75 % échéant le 2 octobre 2011

(non rachetables)

Datées du 2 octobre 1991

Lévesque Beaubien Geoffrion Inc.

RBC Dominion valeurs mobilières Inc.

McNeil, Mantha, Inc.

Nesbitt Thomson Ltée

Casgrain & Compagnie Limitée

Société Générale Valeurs Mobilières Inc.

ScotiaMcLeod Inc.

Merrill Lynch Canada Inc.

Burns Fry Limitée

Wood Gundy Inc.

Tassé & Associés, Limitée

Richardson Greenshields du Canada Limitée

Citibanque Canada

Valeurs Mobilières S.M.C. Inc.

Octobre 1991

Scierie Saint-Michel: le syndicat réclame l'intervention de Québec

LISA BINSSE

Les 250 travailleurs de la Scierie Saint-Michel, à Saint-Michel des-Saints, sans travail depuis

mars, ne savent où donner de la tête. Ils sont les otages d'un imbroglio qui oppose le gouvernement du Québec, l'entreprise et ses nouveaux propriétaires.

André Loyer, président du syndicat affilié à la CSN, craint

qu'environ 50 p. cent de ses membres se retrouveront sur le bien-être social avant les Fêtes si la scierie, principal gagne-pain de la région, ne rouvre pas ses portes bientôt. Ils ne recevront plus d'assurance-chômage à la compter de la mi-décembre.

Pour éviter une telle situation, catastrophique pour un village de 2000 personnes qui n'a qu'une seule autre entreprise importante — l'usine Lanofor gérée actuellement par la CIBC qui est à la recherche d'un acheteur — le syndicat réclame l'intervention immédiate du gouvernement.

tion concordataire a été reporté au 12 octobre par le tribunal. Les créances de l'usine sont évaluées à six millions.

Il y a environ 60 jours, le Groupe Forex a demandé au gouvernement le transfert des droits de coupe de la scierie. L'entreprise attend toujours. Sans ces droits, l'entreprise a les mains liées, d'expliquer hier André Lacelle, vice-président finances du Groupe Forex.

Droits de coupe

Le problème provient du fait que la scierie n'a pas payé ses droits de coupe pour 1990-91. Il s'agit d'une somme de presque deux millions. Le gouvernement, et plus particulièrement le ministre des Forêts, se retrouve donc créancier de la scierie au même titre que les autres.

Le sous-ministre Bernard Harvey explique qu'il faut que les droits de coupe soient acquittés

avant que le ministère puisse émettre un permis et un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier. Le gouvernement a envoyé une mise en demeure à la scierie, lui enjoignant de payer.

Pour tenter de dénouer l'impasse le Groupe Forex, qui ne pense pas être tenu de payer cette somme, a proposé il y a une dizaine de jours de déposer en garantie une lettre de crédit bancaire irrévocable d'une somme de deux millions en attendant l'issue de la bataille juridique.

« Si le juge le décide, on est prêt à payer », de préciser M. Lacelle qui dit ne pas comprendre l'attitude du gouvernement qui aurait, dans d'autres cas, transféré les droits de coupe même si la créance n'était pas payée.

En péril

« La scierie Saint-Michel est rentable, a-t-il dit. Mais si on ne

repart pas l'usine bientôt, on met en péril son ouverture avant l'hiver. On ne l'a pas achetée pour la fermer avant l'hiver. Si les droits étaient octroyés aujourd'hui, l'usine pourrait rouvrir ses portes dans trois semaines. »

Selon le sous-ministre, l'offre de Forex n'a pas de valeur parce qu'elle n'implique pas Scierie Saint-Michel. Mais, a-t-il ajouté, « nous sommes prêts à discuter de toute offre raisonnable. Nous sommes conscients que les travailleurs sont pris en otage, a dit M. Harvey, mais on veut s'assurer que les sommes qui nous sont dues nous seront payées. »

Selon le syndicat, plusieurs petits commerçants de Saint-Michel-des-Saints, situé à 95 km au nord de Joliette, sont menacés de faillite si l'usine reste fermée.

Mais le maire Jean-Louis Bellesose refuse de « sombrer dans le noir. Je suis un éternel optimiste. Ça va rouvrir! »

Vos impôts

Divorce, sans trop de mal? (3)

Michel Lanteigne, c.a.

associé, Caron Bélanger Ernst & Young

Nous poursuivons toujours cette semaine l'examen du traitement fiscal des pensions alimentaires. Pour être déductible, une pension alimentaire doit être payée ou réputée payée au conjoint ou à l'ex-conjoint à titre d'allocation payable périodiquement pour subvenir à ses besoins. Une telle exigence n'est pas sans soulever de nombreux problèmes dans le cas de paiements faits à des tiers pour le compte du conjoint ou de l'ex-conjoint. Pour illustrer ces problèmes, voici deux exemples.

Nicole et Pierre

Prenons l'accord de séparation entre Nicole et Pierre. Il prévoit que Pierre doit verser 2000 \$ par mois à Nicole comme allocation pour le soutien de Nicole et des enfants et payer les frais médicaux des enfants. Par conséquent, seulement une partie des sommes versées pourra être déductible entre les mains de Pierre.

D'une part, les frais médicaux ne sont pas admis comme allocation, car une allocation doit être à l'entière disposition du bénéficiaire. L'exigence de payer ou de rembourser une dépense précise (par exemple des frais médicaux), que le paiement soit périodique ou non, ne représente donc pas une allocation.

D'autre part, un tel paiement ne satisfait pas également au critère de périodicité, puisque rien dans l'accord de séparation n'indique que le paiement en question est exigible à des dates fixes et régulières.

Pauline et Jean

Par contre, les montants versés aux termes de l'accord de séparation entre Pauline et Jean sont entièrement déductibles. Cet accord prévoit que Jean doit payer 1500 \$ par mois à Pauline à titre d'allocation dont le premier 1000 \$ lui sera payé directement et le solde, soit 500 \$, sera versé au créancier hypothécaire.

Cependant, Pauline peut en tout temps changer unilatéralement les termes de l'accord pour exiger que les 1500 \$ lui soient versés directement. Dans ces circonstances, le plein montant de 1500 \$ est considéré comme une allocation, car il est à l'entière disposition de Pauline puisque le montant de 500 \$ versé au créancier hypothécaire a été réduit du montant total de l'allocation autrement payable avec l'accord explicite de Pauline.

Analyse

Comme on le constate, une législation fiscale qui contient de telles nuances ne peut entraîner que des frustrations.

Heureusement, des modifications ont été apportées au cours des dernières années au traitement fiscal des paiements à des tiers.

Ces modifications permettent la déduction de divers types de paiements versés à titre de pension alimentaire qui, antérieurement, n'étaient pas déductibles. En effet, pour contrer les difficultés qu'ont posées les versements à des tiers, la législation fiscale présume désormais que certains paiements à des tiers sont des montants versés à titre d'allocation payable périodiquement.

Ces paiements doivent être faits conformément à une ordonnance, un décret ou un jugement des tribunaux, ou à un accord écrit de séparation. L'accord doit stipuler que les paiements à des tiers sont spécifiquement faits en vertu des dispositions des paragraphes 60.1 (2) et 56.1 (2) de la Loi de l'impôt sur le revenu.

En l'absence d'une telle précision dans l'accord de séparation, ce sont les règles générales relatives à l'allocation payable périodiquement qui s'appliquent et, dans un tel cas, on retrouve les problèmes qu'on rencontrés Nicole et Pierre.

Les paiements à des tiers admissibles à titre de déduction sont les frais médicaux, les frais de scolarité et les dépenses relatives à une habitation qui sont engagés dans l'année de l'accord, ou dans l'année précédente, pour la subsistance du conjoint ou ex-conjoint du payeur ou des enfants sous la garde du conjoint ou ex-conjoint. Les dépenses doivent être engagées après la séparation et les ex-conjoints doivent vivre séparés le reste de l'année.

Certains paiements à des tiers demeurent cependant expressément non déductibles:

- a) les montants payés à l'égard des dépenses pour la résidence du payeur, et;
- b) les montants payés à l'égard d'une dépense pour l'achat de biens corporels, sauf les paiements mentionnés plus haut et les dépenses en vue de l'acquisition ou de la rénovation d'une habitation où réside le conjoint ou l'ex-conjoint. À cet égard, la déduction maximale est de 20 p. cent du montant du capital initial de la dette ou du prêt contracté en vue de financer l'achat ou l'amélioration.

Conclusion

Nous voyons encore une fois que les règles relatives aux pensions alimentaires sont très strictes et qu'elles doivent être suivies à la lettre si vous voulez vous prévaloir de la déduction de votre pension alimentaire. L'aspect fiscal d'une séparation est donc important et il faut en tenir compte autant que de l'aspect juridique.

Difficultés

La scierie Saint-Michel connaît des difficultés financières depuis un an. En décembre, le Montréal Trust reprenait l'usine, alors propriété des Placements Lanofor inc., à titre de fiduciaire, et vendait les éléments de l'actif au Groupe Forex, par le biais d'une offre publique, pour la somme de 13 millions de dollars.

Entre-temps, une requête en faillite a été présentée en Cour supérieure par un créancier de la scierie. Le dépôt d'une proposi-



Avis de dividende

Le 25 septembre 1991 le conseil d'administration de BCE Inc. a déclaré le dividende trimestriel suivant:

• payable le 30 novembre 1991 aux détenteurs enregistrés à la fermeture des bureaux le 30 octobre 1991:

- dividende N°9 de neuf mille quatre cent trente-sept dollars et cinquante cents (9 437,50 \$) par action privilégiée de premier rang, Série N, à dividende cumulatif, rachetable.

Guy Houle
Vice-président et
secrétaire de la Société

BCE Inc.

Biarritz

LE DES SOEURS

Unité de 1.600 à 2.050 pi. car.
à partir de 203.000 \$
Penthouse 3.000 pi. car.
650.000 \$

Heures d'ouverture:
du lundi au jeudi
12:00 à 20:00
samedi et dimanche
12:00 à 17:00

Groupe St-Jacques
Tél.: 766-0825

PLUS DE 3 000 POINTS
OFFERTS, CETTE SEMAINE,
DANS LA PRESSE

Si vous êtes membre du CLUB,
entrez le code suivant:

17970288

Simon, composez, à Montréal, le 251-8688
ou, sans frais, le 1-800-563-8688.

CLUB Multi points

La Presse

GRATUIT

CLINIQUE
DE SÉCURITÉ

DU 15 OCTOBRE AU 15 NOVEMBRE

- Plus de 40 points d'inspection vérifiés gratuitement.
- Rapport détaillé après chaque vérification.
- Permission aux clients d'assister aux travaux.

AUSSI

10% de réduction sur tous accessoires VOLVO en magasin et spécial sur pneus d'hiver Gislaved montés sur jante.

ESSAI SUR MODÈLE 1992. Bienvenue à tous les propriétaires VOLVO

JOHN SCOTTI AUTOMOBILES

4330, Jarry est, St-Léonard (près PIE-IX)
725-9394 Sur rendez-vous seulement.

POUR BIEN MANGER ET BIEN
DORMIR À TROIS-RIVIÈRES

Faites le pont!

AUBERGE
GODEFROY

BÉCANCOUR, TROIS-RIVIÈRES

Une auberge toute neuve, de grande classe, une excellente table, avec tous les à-côtés qui rendent un séjour d'affaires attrayant et relaxant (piscine intérieure, sauna, bain-tourbillon, salle de conditionnement physique, golf). Ski et autres activités à proximité.

DE L'AUTRE CÔTÉ DU PONT.
AUSSI PRÈS DE TROIS-RIVIÈRES QUE SI VOUS Y ÉTIEZ.

Réservations: 1-819-233-2200

Cycle normal d'octobre

AU QUÉBEC

Les feuilles tombent
L'air refroidit
Une première neige apparaît
Puis elle fond...

CHEZ
LE NOUVEAU
NORDEST

Les 81 tombent
On se rafraîchit avec des 92
Les premiers clients apparaissent
Les prix fondent
Et une entente est conclue!

SERVICE
OUVERT
LE SOIR
JUSQU'À
22 H 30

NORDEST VOLKSWAGEN

10395, boul. Pie-IX
Montréal

Tél.: 325-3422

Centre-ville
Montréal

Bovet

Venez voir nos collections de vêtements automne-hiver pour hommes de toutes tailles: courte, moyenne, forte et élancée.

Retouchez le même jour pour les clients de l'extérieur.

Entrée par l'avenue McGill College (entre Ste-Catherine et Maisonneuve)

EATON

LE CENTRE EATON
705, Ste-Catherine Ouest
Niveau métro
Tél.: 849-9281

McGill

Aussi au
4475, boul. Métropolitain Est
(Sortie Viau)

100 GRATUITES

MINUTES

CELLULAIRES À PRIX IMBATTABLES

MOTOROLA
CELLULAIRE

LES PROFESSIONNELS DU CELLULAIRE

1-800-567-9090

MOTOROLA
CELLULAIRE

*L'OFFRE COMPREND 100 MINUTES DE TEMPS D'ANTENNE DU PLAN CANTTEL À 30 CENTS LA MINUTE POUR UNE VALEUR TOTALE DE 30,00 \$. L'OFFRE EST VALABLE POUR NOUVEAUX CLIENTS CANTTEL SEULEMENT. LES CLIENTS DOIVENT ÊTRE APPROUVÉS AU RÉSEAU CANTTEL POUR UN MINIMUM DE 6 MOIS. RESTRICTIONS APPLICABLES. **INSTALLATION NON INCLUSE.

<p>CENTRE-VILLE Solution Cellulaire 11 770, rue Notre-Dame O. Montréal 866-5888</p> <p>PÉLON DISTRIBUTION LTÉE 2360, rue Notre-Dame O. Montréal 952-5200</p>	<p>DÉCARIE Solution Cellulaire 11 5151, rue Buchan Montréal 733-0000</p> <p>ST-MICHEL Multi-Cell 3320, Jean-Talon Montréal 593-CELL</p>	<p>MONTRÉAL-EST Option St-Laurent Ltée 6605, Hochelaga Montréal 259-7744</p> <p>CARIGNAN Radio Auto Félix 2255, ch. Chambly Carignan 658-5241</p>	<p>ST-JEAN Comunk 156, rue Richelieu St-Jean-sur-Richelieu 358-5000</p> <p>BOUCHERVILLE National Expert Ltée 690, boul. de Montrbrun Boucherville 449-7779</p>
<p>LAFONTAINE Communications Chantal 2114, boul. Labelle Lafontaine 438-1332</p> <p>GATINEAU Omnicell Outouais 360, boul. Maloney, Suite 3 Outouais 1-800-363-2597 663-8580</p>	<p>WEST ISLAND Écono-Cell 3681, boul. Sources Dollard-des-Ormeaux 421-1212</p> <p>TRACY Radio Michel 604, Marie-Victorin Tracy 746-7777</p>	<p style="font-size: 24px; font-weight: bold;">CANTTEL® AGENT AGRÉÉ</p>	

É.-U.: l'indicateur composite reste stable en août

Agence France-Presse
WASHINGTON

■ L'indice composite des principaux indicateurs économiques, censé préfigurer l'évolution prochaine de l'activité économique aux États-Unis, est resté stable en août après avoir progressé au cours des six mois précédents, a annoncé hier le département du Commerce.

L'indice composite avait fait un bond de 1,2 p. cent en juillet, enregistrant ainsi sa hausse la plus forte depuis plus de trois ans. Pour août, les experts tablèrent généralement sur une stabilité ou un léger recul de 0,1 p. cent de l'indice composite.

La stabilisation de l'indice en août constitue un nouvel élément jouant en faveur d'une re-

prise de la croissance américaine toujours molle dans les prochains mois, soulignent les analystes.

La plupart des experts prévoient une croissance comprise entre deux et trois pour cent à la fois pour le deuxième semestre 1991 (rythme annuel) et pour l'ensemble de 1992. Le produit national brut (PNB) américain a encore reculé de 0,5 p. cent en rythme annuel au deuxième trimestre de cette année.

En août, quatre indicateurs seulement sur les 11 constituant l'indice composite ont eu un effet positif. Parmi ceux-ci, figurent notamment un allongement de la durée hebdomadaire moyenne de travail, une progression des cours boursiers et une augmentation de la confiance des consommateurs.

La CVMQ veut doubler ses revenus

RUDY LE COURS

■ La Commission des valeurs mobilières du Québec devrait pouvoir plus que doubler ses revenus si le projet modifiant le règlement de sa loi constitutive était adopté tel quel.

En 1990, la CVMQ avait ramassé 5,7 des 8,1 millions du budget que lui avait consenti le Conseil du Trésor. En 1992-93, les modifications au règlement pourraient faire grimper cette somme à 13 millions, si on tient compte des différentes hausses de tarifs proposées et de certaines hypothèses sur la conjoncture économique.

Selon le mode de fonctionnement actuel de la CVMQ, il n'est pas acquis que cette nouvelle rentrée de fonds lui permette de gonfler son effectif afin d'être en mesure de répondre équitablement à

son mandat, comme elle le réclame depuis plusieurs années. Les revenus de la CVMQ sont entièrement versés au fonds consolidé de la province alors que son budget est approuvé par le Conseil du Trésor.

Le présent projet de règlement dont le libellé fait 28 pages bien tassées dans le numéro 38 du *Bulletin* de la CVMQ prévoit notamment la majoration substantielle du droit exigible lors du dépôt du rapport annuel. Pour une grande entreprise de la taille de BCI, il pourrait passer de 500 à 2500 \$. Pour une PME, il est question d'une hausse de 250 à 500 \$.

Le droit d'inscription d'un courtier passe de 750 \$ à 1500 \$, ce qui se rapproche davantage des droits de 2000 \$ exigés par l'Ontario Securities Commission elle-même en processus de révision de son règlement.

L'ensemble des majorations de droits représentent des revenus additionnels de l'ordre de 4,5 millions pour la CVMQ, si le projet de règlement est adopté.

Nouveauté

Une des nouveautés en termes de droits, c'est celui qui sera perçu sur les transactions boursières. Pour toutes transactions inférieures à 5000 \$, ce droit reste nul. De 5000 à 25000 \$, il s'élève à 50 cents, de 25000 à 100000 \$, il atteindra 1,00 \$; pour une transaction supérieure à 100000 \$, il faudra payer 3,00 \$ à la CVMQ. L'achat de titres tout juste émis ne sont pas touchés, le droit n'étant exigible que pour les transactions à la Bourse. Les maisons de courtage seront responsables de percevoir ces nouveaux droits susceptibles de rapporter

800000 \$ à la CVMQ dès 1992-93.

Techniquement, cela ne devrait guère poser de problèmes, selon Mme Lise Cassegrain, présidente du district québécois de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières (ACCOVAM). Elle précise que c'est dans quelques jours que l'organisme se réunira pour élaborer sa réponse au projet de règlement qui, peut-être déjà affirmer, présente l'avantage de s'aligner sur celui de l'Ontario. «Ce sera plus facile.»

Elle se dit par ailleurs d'accord avec le fait que la CVMQ doive augmenter ses revenus et que ceux-ci peuvent provenir de trois sources: de l'émetteur de titres, de l'entremetteur (le courtier) et du détenteur, seul épargné jusqu'ici.

VIGOR 1992 BERLINE SPORTIVE, 5 CYLINDRES, 176 CHEVAUX, PAS UN DE MOINS.

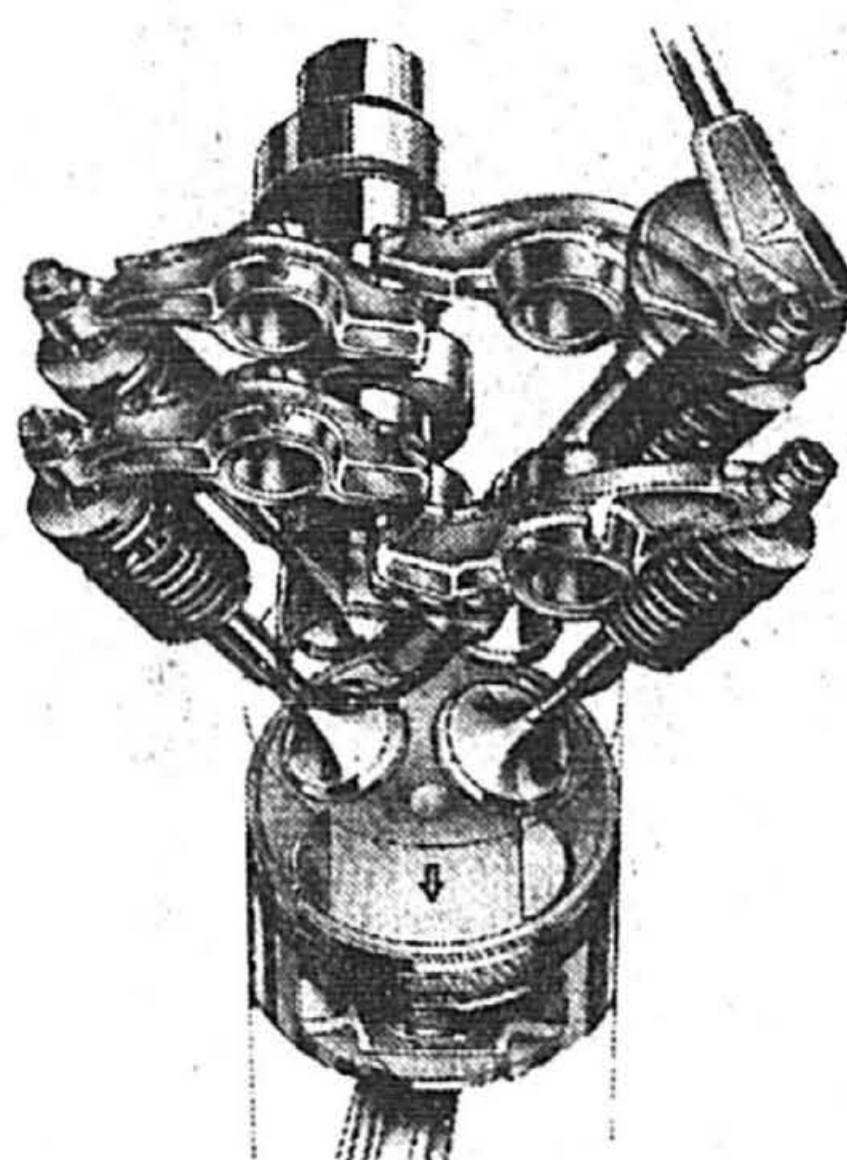


À partir de 27 500 \$* • Location bail 399 \$/mois**

L'ACURA VIGOR, la berline qui fait du sport haut de gamme est équipée d'un moteur

5 cylindres, oui 5, à traction avant :

- Système de protection anticollision supplémentaire (SPS) à sac autogonflable.
- Système de freinage antiblocage (ABS) à trois circuits.
- 4 roues indépendantes avec suspension à double levier triangulé.



LE MOTEUR TOUT ALUMINIUM CINQ CYLINDRES
PUISSANT, COMPACT ET SOUPLE.

- Direction à assistance variable en fonction de la vitesse.
- Chaîne stéréo AM/FM Acura, Dolby (LS4 haut-parleurs/GS 8 haut-parleurs) et antivol.
- Climatiseur

Découvrez une foule d'autres caractéristiques standard, à l'essai.



* Transport et taxes en sus

** Basé sur un bail de 60 mois avec un acompte de 3 000 \$ ou l'équivalent en échange. Selon approbation de notre bureau de crédit.

PRESTIGE ACURA
3700, autoroute 440 O.
LAVAL
745-1234

LUCIANI ACURA
4040, Jean-Talon O.
MONTRÉAL
340-1344

ACURA RIVE-SUD
820, boul. Taschereau
GREENFIELD PARK
443-6555

LE MONDE
ACURA

LES CONCESSIONNAIRES
ACURA DU QUÉBEC



LES GALERIES ACURA
7100, boul. Métropolitain E.
ANJOU
354-8811

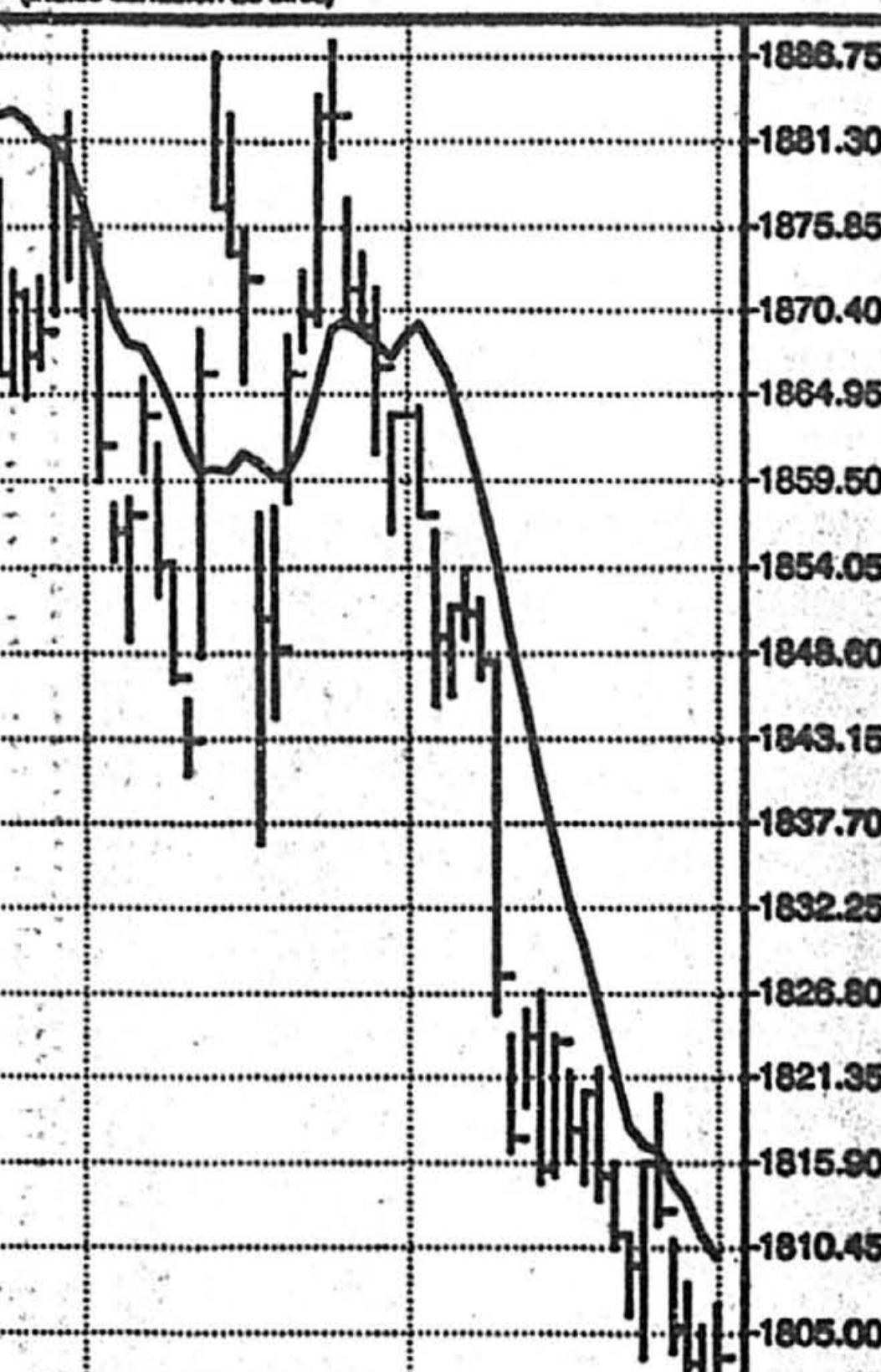
ACURA PRÉSIDENT
4648, boul. St-Jean N.
DOLLARD DES ORMEAUX
696-2991

ACURA PLUS
255, boul. de la Seigneurie
BLAINVILLE
435-4455

MONTRÉAL

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 1803.73
Fermeture: 1803.43
Bas: 1799.94



Les titres sont énumérés par ordre alphabétique de noms de compagnies. Seuls apparaissent les titres transigés au cours de la période. La valeur des titres est exprimée en cents sauf si le mention « \$ » apparaît.

Div (1) = Dividende par action sur une base annuelle.
C/B (1) = Cours de l'action divisé par le bénéfice annuel par action.

Ventes = En unités sauf si la mention « h » (centaines) apparaît.
Pour les Bourses canadiennes. A la Bourse de New York et à la mention « s » (unités) apparaît.

Haut = Sommet atteint par le titre au cours de la période.
Bas = Plancher touché par le titre au cours de la période.

Ferm. = Cours à l'arrêt des transactions.
Ch = Variation par rapport au cours de fermeture de la séance précédente (lot régulier).

(1) Données disponibles pour les Bourses américaines seulement.

BOURSES DE MONTRÉAL ET TORONTO
p ou o = Titre assujéti à une réglementation spéciale.

z = Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.
Wt ou w = Bon de souscription (Warrant).

pr = Action privilégiée.
q = Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

z = Lot brisé.
y = Entreprise commerciale ou industrielle.
f = Entreprise de ressources.

BOURSES DE NEW YORK ET AMEX
g = Dividende en dollars canadiens
d = Dividende extraordinaire.

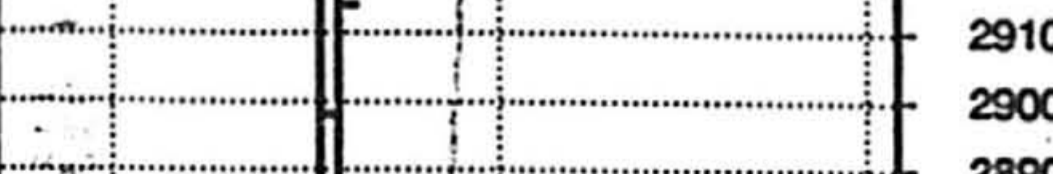
c = Dividende en action.
a = Dividende spécial faisant suite à une liquidation.

s = Paiement suspendu du dividende.
sp = Après fractionnement d'actions.

x = Ex-dividende.
u = Nouveau bas de l'année.
v = Nouveau haut de l'année.

pt = Action privilégiée.
wf = Bon de souscription.
vi = Suspension des transactions.
vii = Situation de faillite.

VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 4154000



MARCHÉ CANADIEN (COM) 1803.43
MARCHÉ BANCAIRE (XCB) 2087.85
HYDROCARBURES (XCO) 1401.81

MÉTALURGIE (XCM) 1716.63
PROD. FORESTIERS (XCF) 2289.47
BIEN D'ÉQUIP. (XCI) 1540.69
SERV. PUBLICS (XCU) 1692.66

source: Info-Bourse Inc.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BOURSES DE MONTRÉAL ET TORONTO

Table of stock sales for Montreal and Toronto exchanges.

BOURSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

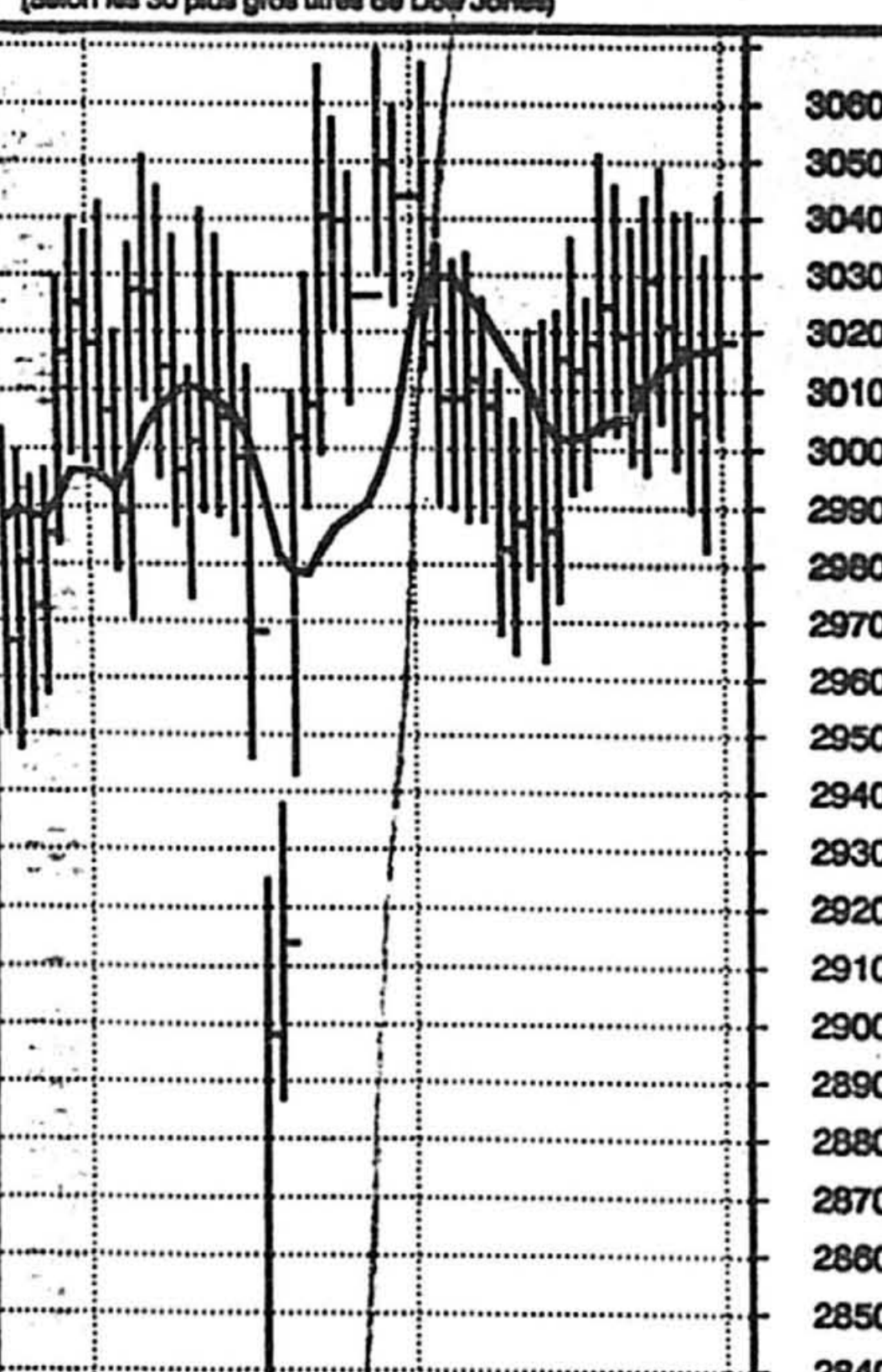
Ventes

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

NEW YORK

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 3043.60
Fermeture: 3018.34
Bas: 3002.46



Les titres sont énumérés par ordre alphabétique de noms de compagnies. Seuls apparaissent les titres transigés au cours de la période. La valeur des titres est exprimée en cents sauf si le mention « \$ » apparaît.

Div (1) = Dividende par action sur une base annuelle.
C/B (1) = Cours de l'action divisé par le bénéfice annuel par action.

Ventes = En unités sauf si la mention « h » (centaines) apparaît.
Pour les Bourses canadiennes. A la Bourse de New York et à la mention « s » (unités) apparaît.

Haut = Sommet atteint par le titre au cours de la période.
Bas = Plancher touché par le titre au cours de la période.

Ferm. = Cours à l'arrêt des transactions.
Ch = Variation par rapport au cours de fermeture de la séance précédente (lot régulier).

(1) Données disponibles pour les Bourses américaines seulement.

BourSES DE MONTRÉAL ET TORONTO
p ou o = Titre assujéti à une réglementation spéciale.

z = Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.
Wt ou w = Bon de souscription (Warrant).

pr = Action privilégiée.
q = Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

z = Lot brisé.
y = Entreprise commerciale ou industrielle.
f = Entreprise de ressources.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX
g = Dividende en dollars canadiens
d = Dividende extraordinaire.

c = Dividende en action.
a = Dividende spécial faisant suite à une liquidation.

s = Paiement suspendu du dividende.
sp = Après fractionnement d'actions.

x = Ex-dividende.
u = Nouveau bas de l'année.
v = Nouveau haut de l'année.

pt = Action privilégiée.
wf = Bon de souscription.
vi = Suspension des transactions.
vii = Situation de faillite.

VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 16537000

MARCHÉ CANADIEN (COM) 1803.43
MARCHÉ BANCAIRE (XCB) 2087.85
HYDROCARBURES (XCO) 1401.81

MÉTALURGIE (XCM) 1716.63
PROD. FORESTIERS (XCF) 2289.47
BIEN D'ÉQUIP. (XCI) 1540.69
SERV. PUBLICS (XCU) 1692.66

source: Info-Bourse Inc.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

INDICES DE NEW-YORK

Ferm. 214.01
Var. +0.87
266.86
180.58
95.85
160.13

source: Info-Bourse Inc.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

Table of stock sales with columns for company name, price, and volume.

BourSES DE NEW YORK ET AMEX

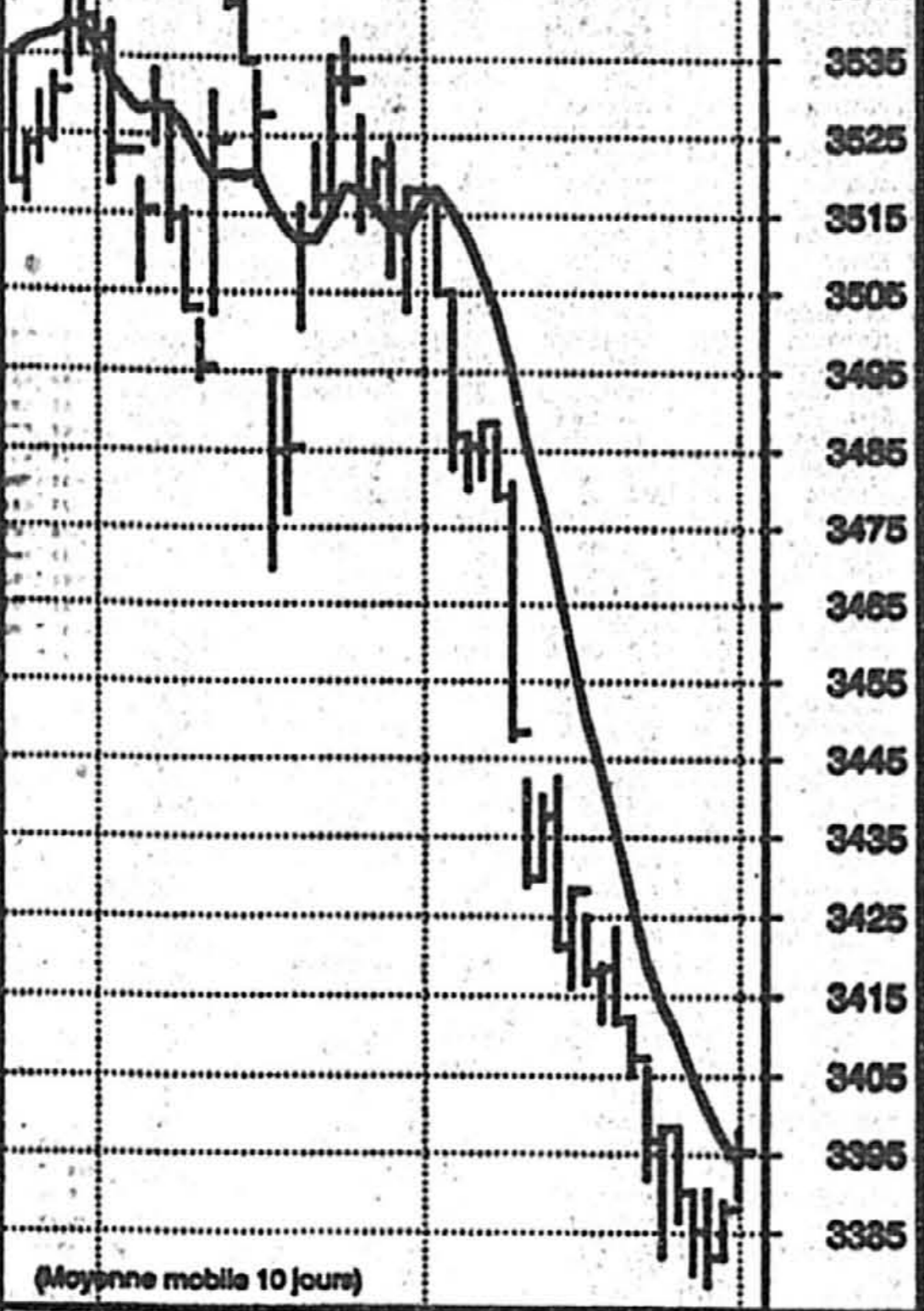
Table of stock sales for New York and AMEX exchanges.

Ventes

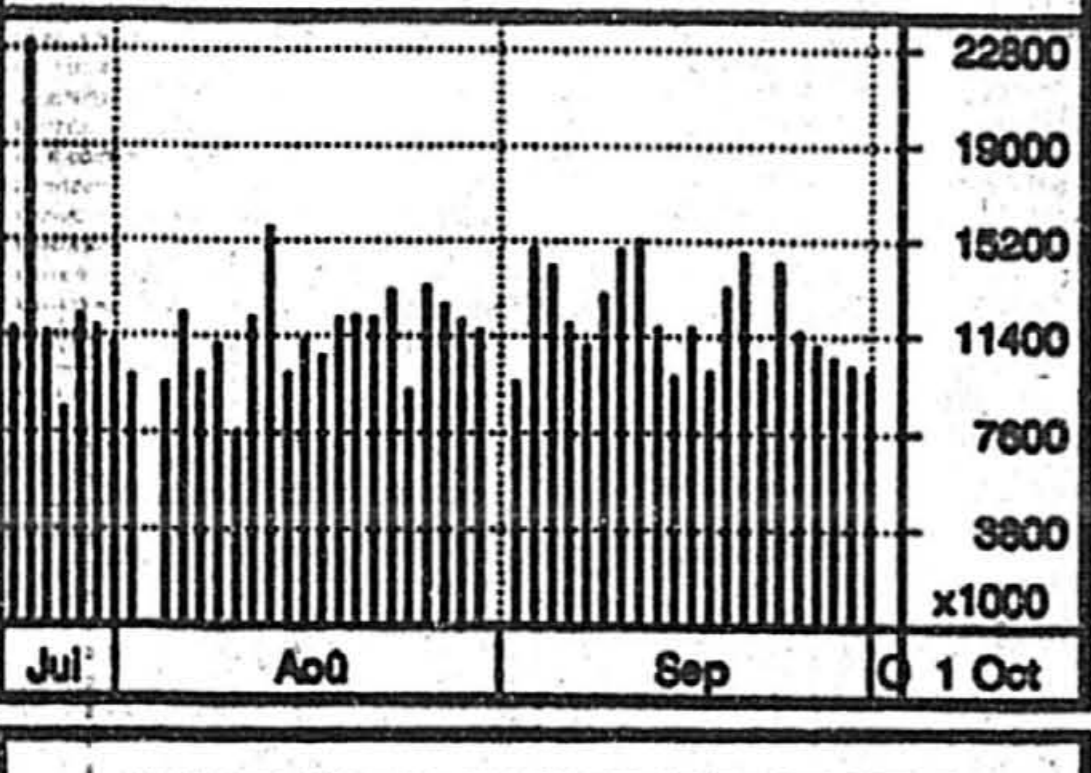
TORONTO

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 3397.60, Fermeture: 3395.26, Bas: 3389.66



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 18837000



INDICES DE TORONTO

Table listing various indices such as 300/COMPOSÉ, SERV. FINANCIERS, MINES ET MÉTAUX, etc., with their current values and changes.

Main table of stock prices for various companies, including Alcan, Bell, and others, with columns for company name, price, and change.

Continuation of the main stock price table, listing companies like Borealis, Canac, and others.

Continuation of the main stock price table, listing companies like Enbridge, ICI, and others.

Continuation of the main stock price table, listing companies like Inco, Noranda, and others.

INDICE TSE 35

HAUT: 186.98, FERMETURE: 186.69 (+0.53), BAS: 186.14, VOLUME: 3479184

Table of stock prices for various companies, including Alcan, Bell, and others, with columns for company name, price, and change.

INDICE GÉNÉRAL

VOLUME: 16 700 000, FERMETURE: 872 43 + 0 17

Table of stock prices for various companies, including Alcan, Bell, and others, with columns for company name, price, and change.

INDICE GÉNÉRAL

VOLUME: 16 700 000, FERMETURE: 872 43 + 0 17

Table of stock prices for various companies, including Alcan, Bell, and others, with columns for company name, price, and change.

INDICE GÉNÉRAL

VOLUME: 16 700 000, FERMETURE: 872 43 + 0 17

Table of stock prices for various companies, including Alcan, Bell, and others, with columns for company name, price, and change.

INDICE GÉNÉRAL

VOLUME: 16 700 000, FERMETURE: 872 43 + 0 17

Table of stock prices for various companies, including Alcan, Bell, and others, with columns for company name, price, and change.

Source: Info-Bourse Inc.

MONTRÉAL

Table with 3 columns: Volume, Date, and Value. Shows market volume for Monday and Tuesday.

Table with 3 columns: Actions trans., Gains, Pertes, Inchangées, Hauts 91, Bas 91. Shows daily market performance.

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

TORONTO

Table with 3 columns: Volume, Date, and Value. Shows market volume for Monday and Tuesday.

Table with 3 columns: Actions trans., Gains, Pertes, Inchangées, Hauts 91, Bas 91. Shows daily market performance.

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 4 columns: Volume, Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

LES DEVISES

Table with 3 columns: Devise, Taux, Variation. Shows exchange rates for various currencies.

OFFRE ET DEMANDE (TORONTO)

Table with 3 columns: Offre, Demande, Prix. Shows supply and demand for various securities.

AMÉRICAIN

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows American market performance.

FONDS MUTUELS

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows mutual fund performance.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows top performing stocks.

LES GRAINS

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows grain market performance.

WINNIPEG

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows Winnipeg market performance.

MARCHÉ À TERME

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows futures market performance.

VANCOUVER

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows Vancouver market performance.

GRAINE CANOLA

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows canola grain market performance.

SEIGLE

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows wheat market performance.

AVOINE

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows oat market performance.

MARCHÉ AU COMPTANT

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows spot market performance.

CHICAGO

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows Chicago market performance.

BLÉ

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows wheat market performance.

FEVES-SOJA

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows soybean market performance.

TORONTO

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows Toronto market performance.

CONTRAT À TERME

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows futures contract performance.

CONTRATS À TERME

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows futures contract performance.

CONTRATS À TERME

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows futures contract performance.

CONTRATS À TERME

Table with 3 columns: Valeurs, Ferm., Var. Shows futures contract performance.

ASSOCIATION CANADIENNE DE L'ATAIXE DE FRIEDRICH

Text block for the Canadian Association of Friedrich's Taxation.

CONTRAT À TERME

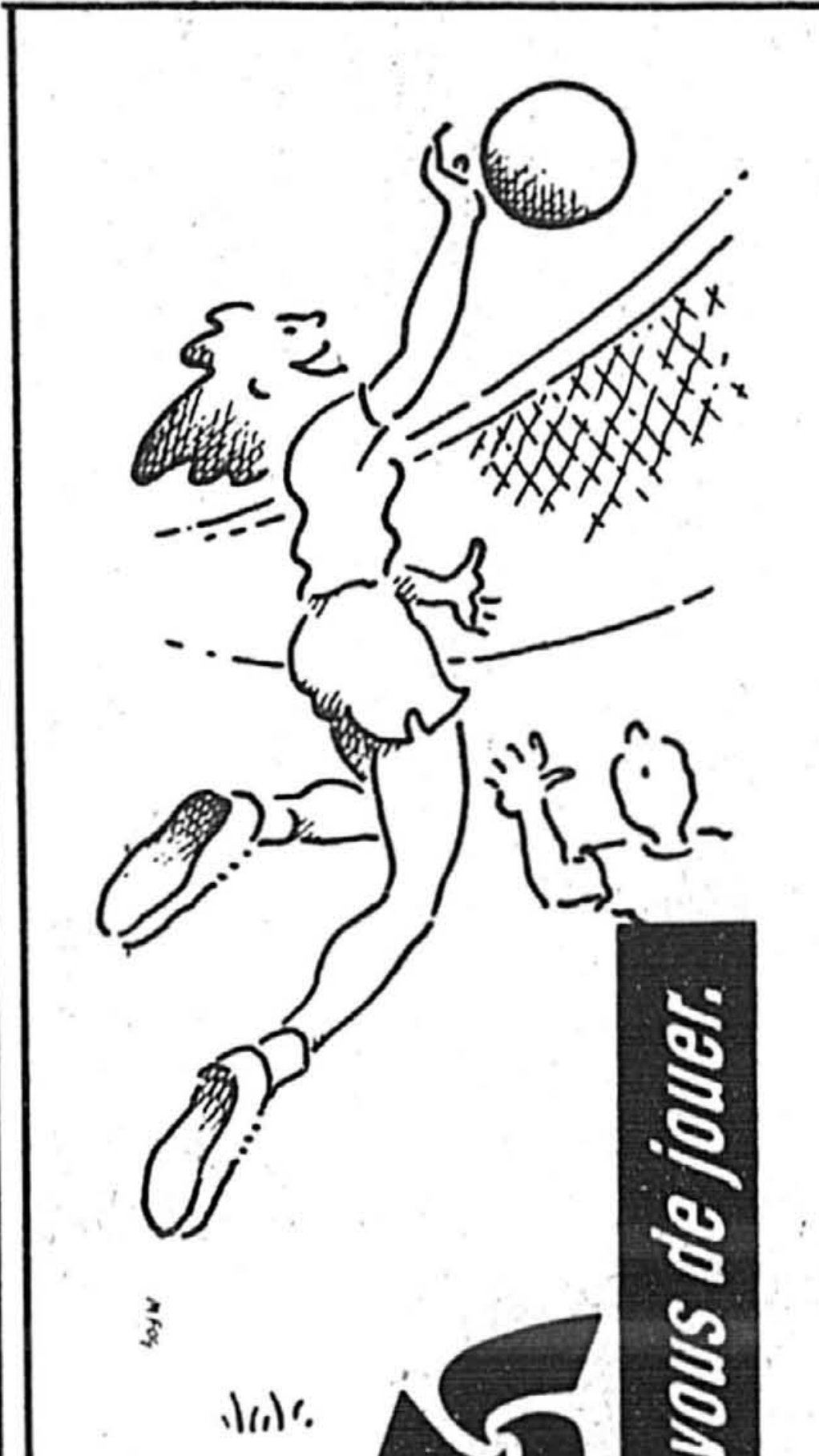
Text block for futures contracts.

L'ARGENT

Text block for money market information.

TITRES AU COMPTOIR

Text block for over-the-counter securities.



Text block at the bottom of the illustration.

L'ARGENT

Text block for money market information.

TITRES AU COMPTOIR

Text block for over-the-counter securities.

DMR: légère hausse des revenus

JACQUES BENOIT

Malgré la récession, le Groupe DMR (informatique) a vu ses revenus croître légèrement au premier trimestre, lesquels ont totalisé 47,4 millions de dollars, comparativement à 46,3 millions pour le même trimestre l'an passé, cependant que le bénéfice a glissé de 2,4 millions il y a un an à 1,4 million cette année.

sions, a-t-il dit en substance, sur l'importance de l'implantation de DMR Productivité Plus — une méthode de développement de systèmes informatiques —, déjà utilisée par 152 grandes sociétés ou organisations, mais aussi sur le raffermissement de sa position de chef de file par la division australienne et l'importance des contrats décrochés par les filiales européennes.

Car, a-t-il précisé, après d'importantes pertes l'année précédente, «notre exploitation européenne réorganisée a enregistré un profit».

Constitution

Chose rare chez DMR, le PDG Pierre Ducros s'est pour sa part aventuré sur le terrain constitutionnel, en raison de la relance récente du débat. Déplorant que le débat ait «consommé beaucoup d'énergie» — énergie qui, du fait, n'a pu être employée à trouver des solutions aux vrais problèmes —, il s'est toutefois réjoui que les propositions fédérales fassent, cette fois, «une place importante aux questions économiques».

Sa solution?

Il n'en a pas proposée, tout en soulignant qu'il fallait en venir à une entente une fois pour toutes... «La rapidité avec laquelle le Canada règlera ce dilemme et s'adaptera à l'ordre du jour de la compétitivité déterminera dans quelle mesure il pourra conserver sa place au rang des nations prospères», a-t-il dit.

«Notre rentabilité devrait être maintenue», a-t-il dit.

Après des pertes d'un peu moins d'un demi-million en 1990, DMR, rappelons-le, a fait un bénéfice net de 5,6 millions en 1991, pour un chiffre d'affaires de 200 millions.

Le groupe fonde ses prévisions...

Une autre station-service pour Pétrole du Québec

LISA BINSSE

Le Groupe des marchands du Pétrole du Québec, fort du succès d'une première station-service à Ville-Émard, en ouvre une deuxième ce matin, cette fois au 4683 boulevard Lévesque, dans le quartier Saint-Vincent-de-Paul, à Laval. L'essence y coûtera 61,9 cents le litre.

Maurice Maisonneuve, président de cette entreprise mise sur pied en juin par quelques propriétaires de stations-service insatisfaits, est heureux. Propriétaire de la station-service du 2515 rue Jolicoeur, à Ville-Émard, qui a changé d'enseigne le 1er août, M. Maisonneuve connaît depuis une progression constante de ses ventes.

«Ça va super, dit-il en riant, et on fait plus de profits.»

À la toute fin de son contrat avec Petro-Canada, M. Maisonneuve vendait 19870 litres d'essence par semaine et il prévoit que le changement d'enseigne provoquera une baisse des ventes de 10 à 15 p. cent. Mais dès la première semaine sous l'enseigne Pétrole du Québec, ses ventes ont grimpé à 29630 litres et la progression se poursuit pour atteindre environ 32000 litres par semaine.

«Les clients réagissent bien au concept. Ils font de grosses économies et nous on est heureux.»

La nouvelle entreprise, le fruit

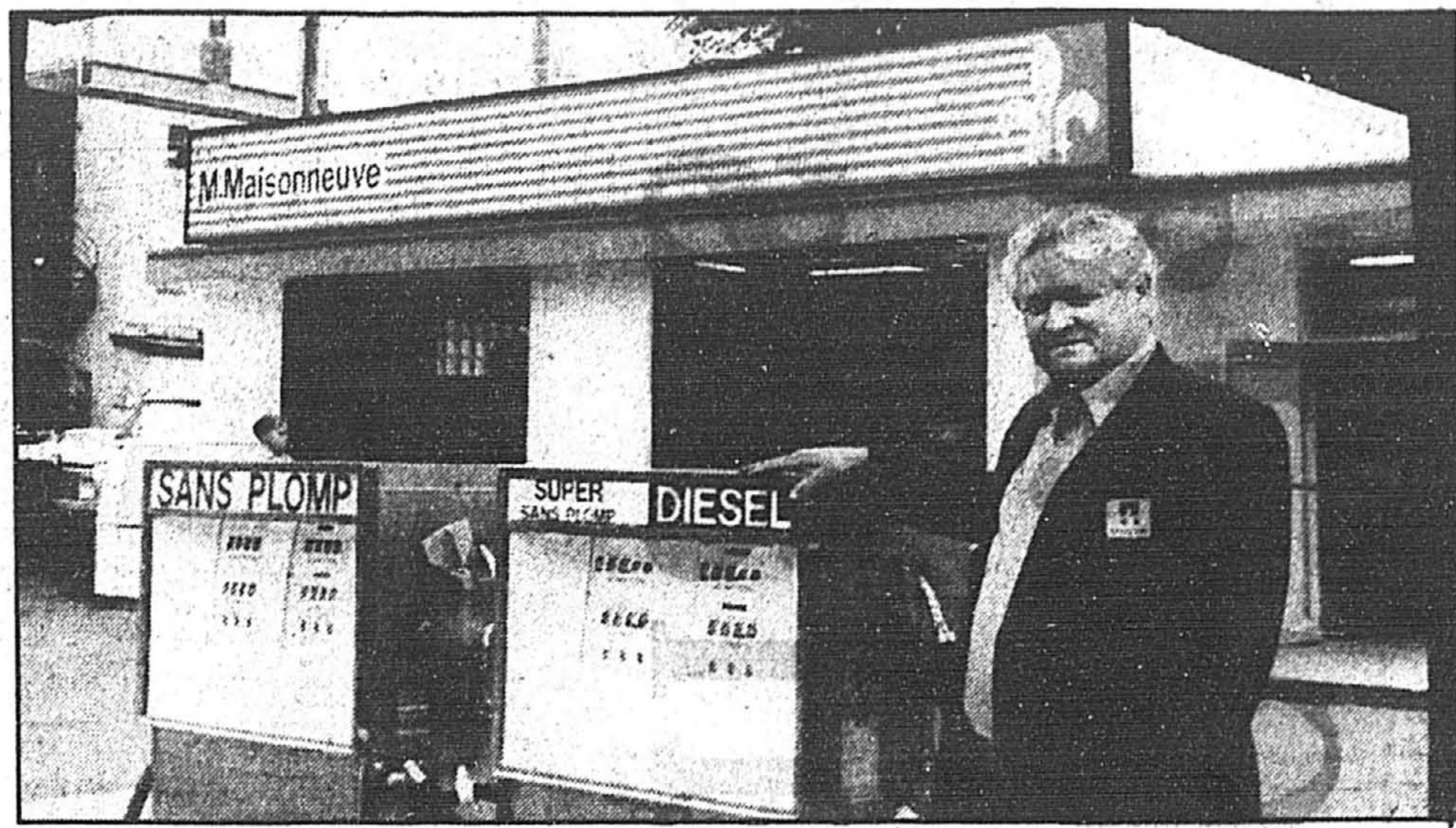


PHOTO ROBERT NADON, La Presse

À la toute fin de son contrat avec Petro-Canada, Maurice Maisonneuve vendait 19870 litres d'essence par semaine. Mais sous l'enseigne Pétrole du Québec, ses ventes ne cessent de progresser.

de 18 mois de réflexion par quelques propriétaires de stations-service, sous contrat avec les grosses sociétés pétrolières, pense pouvoir changer l'enseigne d'une dizaine d'établissements pendant la première année, dont deux en novembre et une en décembre.

M. Maisonneuve pense que le regroupement comptera 400

membres au Québec d'ici dix ans. Pour devenir membre du nouveau regroupement, il faut être propriétaire de sa propre station, avec ou sans service.

À la fin de l'année, le profit (s'il y en a un) sera partagé au prorata de nombre de litres d'essence acheté par les membres, tous actionnaires à parts égales de

la compagnie. Et ce seront les actionnaires, réunis en assemblée annuelle, qui prendront les décisions.

Les membres pourront aussi participer aux dividendes sur les actions en fin d'année. Si tout va comme prévu, M. Maisonneuve prévoit 6 cents de dividende par litre.

Les liaisons intérieures en Abitibi mettaient Auger en péril

RICHARD DUPAUL

Malgré des efforts pour stimuler les affaires, le Groupe Auger a perdu plus de 1,5 million de dollars sur ses lignes intérieures en Abitibi-Témiscamingue, qu'elle a abandonné récemment après un an et demi de service. Aussi, le maintien de ces liaisons aurait «sérieusement compromis» l'avenir de la compagnie.

C'est, en substance, les arguments que fera valoir Auger lors des audiences qui tiendra la Commission des transports du Québec, le 5 novembre prochain, alors que l'organisme tentera de régler la situation qualifiée «d'anarchique» dans le transport par autobus dans le Nord-Ouest québécois.

«Si on n'avait pas mis fin au service intérieur en Abitibi, on aurait sérieusement compromis l'avenir du groupe», a déclaré

hier à La Presse un porte-parole, M. Michel Dupuis.

Auger s'est retiré de l'Abitibi — sans pour autant se départir de la liaison Montréal-Rouyn-Noranda — le 13 septembre dernier. Du même coup, le transporteur contrevient à un arrêt de la CTQ qui, quelques semaines plus tôt, lui avait enjoint de maintenir son service jusqu'au 16 novembre.

À la suite d'une entente avec Auger (que celle-ci refuse cependant de confirmer ou d'infirmier), deux autres transporteurs ont repris le service depuis.

Autobus Norouest, une compagnie nouvellement créée et formée d'anciens chauffeurs d'Auger, est active sur quatre des cinq lignes dans la région qui englobe les municipalités de La Sarre, North Bay, Matagami et Kirkland Lake, alors que les Autobus Messier a repris la ligne Val d'Or-Chibougamau. Norouest, notam-

ment, utilise sept autobus loués à Lovec, une filiale d'Auger.

«Les gens de l'Abitibi n'ont pas été privés de service», allègue M. Dupuis.

C'est l'anarchie

Or, ce qu'Auger ne dit pas est que les deux nouveaux transporteurs fonctionnent dans l'illégalité la plus complète puisque ni l'un ni l'autre ne détient un permis de la CTQ.

«C'est l'anarchie dans la région», affirme M. Gérard Lemoyne, président du CRDAT (Conseil régional de développement économique de l'Abitibi-Témiscamingue) qui mène une campagne pour sauver le transport par autobus dans la région.

Auger a déjà fait une demande d'abandon des liaisons intérieures de l'Abitibi-Témiscamingue, six mois après l'acquisition du réseau des mains de Voyageur en avril 1990. Cependant, la décision avait soulevé un tollé dans la

région, de sorte que le transporteur avait fait marche arrière quelques jours plus tard.

Selon M. Dupuis, le groupe Auger perd entre 100000 et 130000 dollars par mois avec ces routes; ou «environ 1,5 million depuis le début des opérations». Par contre, la compagnie réalise un profit sur la ligne Montréal-Rouyn-Noranda, «mais c'est moins que les 80000 dollars par mois déjà avancés», ajoute le porte-parole.

Auger dit avoir fait des efforts pour rentabiliser ses lignes en investissant trois millions dans de nouveaux autobus et en lançant un service de transport de colis. La compagnie se fait sur la participation du milieu des affaires local. Mais les résultats ont été «décevants», dit M. Dupuis.

À la lumière d'une expertise demandée à une firme de comptables, M. Lemoyne rétorque que les chiffres d'Auger sont «très discutables».

Soligaz: décision aujourd'hui

MIVILLE TREMBLAY

C'est aujourd'hui que le Conseil des ministres du Québec doit prendre une décision concernant Soligaz. On s'attend à ce que le cabinet donne le feu vert à ce projet d'approvisionnement en gaz naturel de l'industrie pétrochimique québécoise, évalué à 250 millions \$, a appris La Presse.

Les promoteurs de Soligaz sont prêts. Dépendant de l'ampleur des aménagements demandés par le cabinet, les travaux pourraient débuter cet hiver ou au plus tard, le printemps prochain.

Le projet sera construit par modules. Le premier, qui serait

complété dans deux ans, portera sur les cavernes de stockage et les installations portuaires. Le gazoduc provenant de la côte est américaine serait terminé dans environ cinq ans, mais avant d'en entreprendre la construction, il faudra obtenir plusieurs autorisations. Le projet comprend également une usine de fractionnement des gaz.

Le projet vise à assurer un approvisionnement stable et meilleur marché en intrants pour Petromont, une usine d'éthylène qui alimente presque toute l'industrie québécoise des plastiques. En plus de Petromont, une filiale de la SGF, les autres partenaires de Soligaz sont Noverco, Soquip et SNC.

Hydro et Péladeau investissent au Mexique

Hydro-Québec et Pierre Péladeau s'apprentissent à investir au Mexique, révèle Maria-Emilia Farias-Avila, nouvelle conseillère générale du Mexique au Québec et dans les Maritimes, lors d'une interview.

La société d'État doit y réaliser prochainement un investissement important en plus de participer aux projets de construction de barrages, lignes de transmission et fabrication de transformateurs, l'un des volets du vaste Pacte de solidarité économique pour faire passer le pays du gouffre financier à la prospérité.

Hydro doit aussi conseiller la Commission fédérale d'électricité du Mexique dans ses projets, raconte la conseillère, fort impressionnée de sa visite toute récente de la centrale LG 2 et du chantier de LG 2A, à la Baie James.

Mme Farias dévoile par ailleurs que le président de Québecor, actuellement en voyage d'affaires au Mexique, y convoite «une grande imprimerie». Pierre Péladeau doit incessamment divulguer les progrès de ses transactions mexicaines lors d'une conférence en vidéo au salon Le monde des affaires, en direct de Mexico.

Depuis son arrivée, le 15 mai dernier, Mme Farias n'a pas perdu de temps, multipliant les rencontres avec le maire Jean Doré, le ministre québécois John Ciaccia, Pierre Anctil du Parti libéral, Bernard Landry du Parti québécois et des gens d'affaires comme Marcel Dutil, de Canam Manac et Guy St-Pierre, du Groupe SNC.

MARCHÉ DES OPTIONS — (Chicago)

Table with multiple columns showing market data for options in Chicago, including symbols like Almt, Aco, and various call/put options with their respective prices and volumes.

INDICES STANDARD & POOR DES OPTIONS DE CHICAGO

Table showing Standard & Poor indices for options in Chicago, including SP100 and SP500 with their respective values and changes.

PROPOSITIONS D'AFFAIRES...

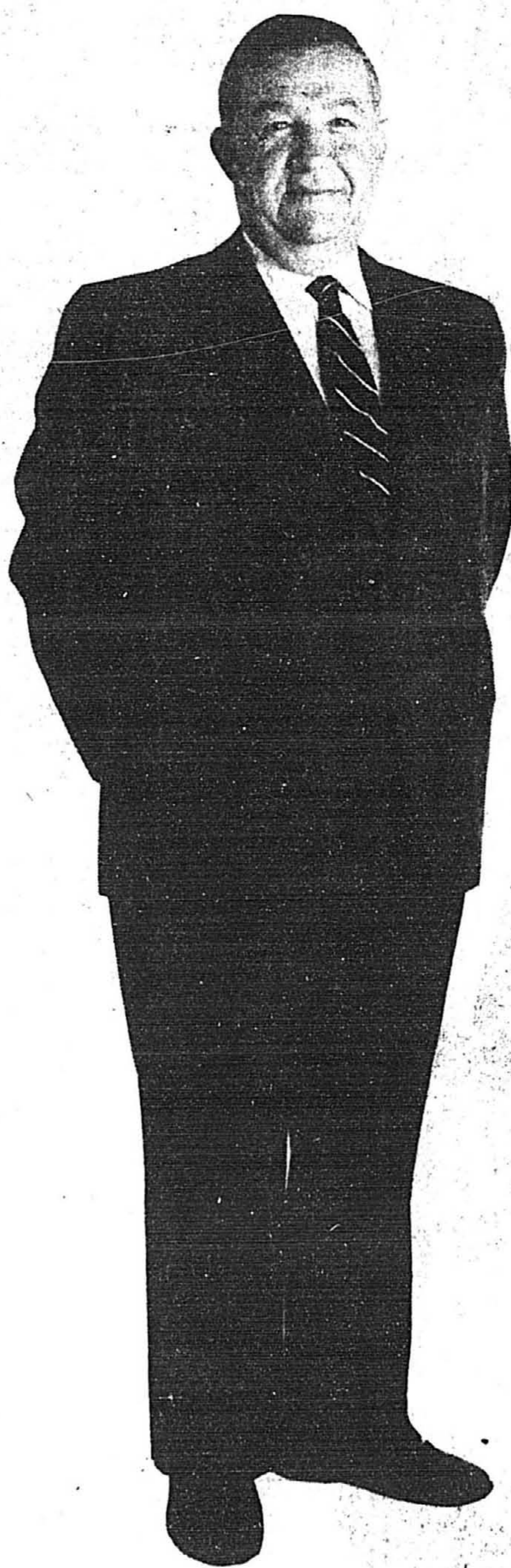
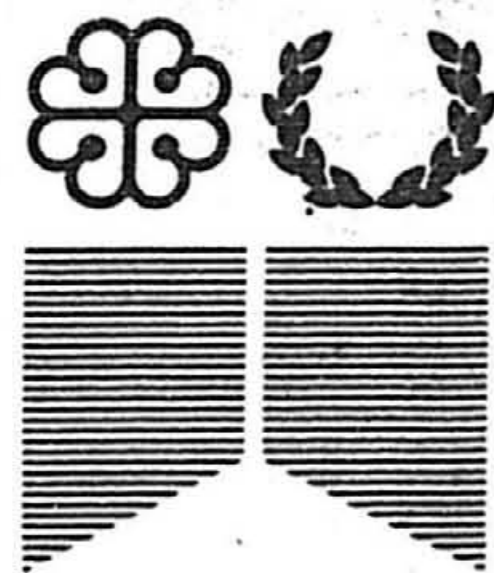
A collection of various business advertisements including real estate, franchises, and services. Notable ads include '705 HYPOTHÈQUES', '710 OCCASIONS D'AFFAIRES', '712 ASSOCIÉS DEMANDES', '714 FRANCHISES', and 'LAUMAR FINANCE INC.'.

Gala 1991 des Grands Montréalais

Sous le patronage de La Chambre de commerce du Montréal métropolitain et du Canadien National, l'Académie des Grands Montréalais honorera trois nouveaux Grands Montréalais lors de son quatorzième Gala qui aura lieu le jeudi 24 octobre 1991 à 18 h 30, au Palais des Congrès de Montréal.

À cette occasion, l'Académie des Grands Montréalais, en association avec La Chambre de commerce du Montréal métropolitain et Bell Canada, dévoilera les noms des lauréats du Prix d'excellence, remis à des étudiants de niveau doctorat inscrits dans l'une des quatre universités de Montréal.

Prix du billet : 225 \$ (TPS comprise)
Pour réservation :
Madame Ghislaine Larose
La Chambre de commerce
du Montréal métropolitain
288-9090
(Télécopieur : 843-7320)



J.V. Raymond Cyr
Chef d'entreprise



La très honorable
Jeanne Sauvé



Antonine Maillet
Ecrivain



Chambre de
Commerce du
Montréal
Métropolitain

Bell

nt northern
telecom



Ville de Montréal

Palais des Congrès de Montréal